IIIIIIIIE OUVITERE

HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 145 — SEMAINE DU 8 AU 14 JUIN 1971

PRIX : 2 F

Les travailleurs continuent la lutte



courrier des lecteurs



Problèmes du comité de défense

Chers camarades de L.O.

Militant en Espagne dans la Ligue communiste révolutionnaire (4° Internationale) je suis arrivé en France il y a quelque temps, après une douteuse affaire politique au lycée français de Madrid qui s'est traduite par mon exclusion officielle du lycée et exclusion officieuse d'Espagne.

J'ai aussitôt contacté des camarades révolutionnaires de L.O. et je les aide dans la vente des journaux et prospections. Mais cependant il me semble que la situation révolutionnaire en France est pour le moins « folklorique ».

Les gauchistes, la révolution : ce sont des mots creux qui, en France, ne signifient rien. On dirait qu'ils se veulent les « professionnels de la révolution ».

Et de plus il existe un sectarisme inconcevable dans l'esprit de tout révolutionnaire qui consiste à attaquer assez souvent les autres groupes gaupes gauchistes.

Ne croyez-vous pas qu'au lieu de faire de la phraséologie petite-bourgeoise il serait souhaitable de rechercher avant tout l'unité des forces révolutionnaires et la création du parti unique révolutionnaire.

Je vous écris à vous camarades de L.O. parce qu'après tout il me semble que de tous les « groupuscules » gauchistes vous êtes ceux qui sont les plus proches de mes conceptions révolutionnaires. Bravo pour votre travail chez les ouvriers!

Ah, aussi un détail. Vous êtes internationalistes, soit. Mais depuis que je suis en France, depuis que je lis L.O., je n'ai que rarement vu des informations relatant (ça se dit en français?), relatant (enfin, si ça ne se dit pas, changez le mot), relatant les principales luttes qui se déroulent dans le monde entier.

Je n'ai jamais entendu parler des mouvements de grève du 1er mai en Espagne ou autres pays.

Je me suis vu dans l'obligation d'acheter «l'Humanité » (journal honteux menant une politique contre-révolutionnaire, etc.) pour apprendre au'au Japon 7 millions de travailleurs avaient manifesté, ou pour apprendre d'autres nouvelles à mon avis aussi importantes que le 1er mai à Paris. Alors si vous êtes internationalistes en paroles, montrez-le sur le canard.

Salutations révolutionnaires.

P.C. Montauban 83.

Tu dis ta surprise devant certains aspects folkloriques du mouvement révolutionnaire en France. Nous le déplorons autant que toi, et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour y remédier. Nous répétons, depuis des années, que la tâche primordiale des révolutionnai-

res consiste à prendre pied dans la classe ouvrière. Cet objectif exige, bien sûr, la compétence mais avant tout le sérieux et le dévouement. En un mot, le sens des responsabilités envers la classe ouvrière qui n'acceptera pas de s'en remettre à des amateurs. Cette activité implique obligatoirement la rupture avec le folklore que tu dénonces, car sans cette rupture, elle n'est pas possible.

La division du mouvement gauchiste est, elle aussi, dans une certaine mesure, le reflet de cette situation. Nous avons été les premiers, et les seuls, à proposer que les gauchistes unissent leurs efforts afin de faire face aux responsabilités nouvelles que leur imposait la notoriété nouvelle qu'ils avaient acquise dans les événements de mai 68. Nous n'avons pas été entendus, chaque groupe étant davantage occupé à la destruction du groupe rival (sans y parvenir) que de s'atteler à la tâche d'édification d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Enfin, tu nous reproches de ne pas relater la vie sociale et politique internationale comme il le faudrait. Nous ne sommes pas encore en mesure de faire un journal d'information, c'est-à-dire un quotidien, faute de moyen de toutes sortes en argent comme en hommes. Et, de toute manière, pour qu'il puisse y avoir une information internationale fournie et sérieuse, il faut disposer de liaisons internationales suffisantes et aussi sérieuses.

Dans nos tâches, nous nous fixons aussi la reconstruction d'une Internationale révolutionnaire digne de ce nom. Nous n'y sommes pas encore parvenus, loin de là. En joignant tes efforts aux nôtres, tu aideras à faire un pas de plus dans cette voie.



Mais où sont donc les policiers?

des révolutionnaires

Lundi soir un de mes amis se promène dans le parc Montsouris vers 22 h. 30 (les portes restent ouvertes très tard en été). Il est attaqué par une bande de jeunes dont la source de revenus n'a l'air d'être que ce sport. Il est démuni de tout ce qu'il a sur lui de monnayable et bourré de coups. Le lendemain je vais voir cet ami qui me raconte l'histoire (je le trouve avec un œil poché et le nez cassé). Il me propose de venir avec lui pour essayer d'en attraper deux qu'il a repérés pour les amener au commissaire.

Nous allons donc dans le parc munis de bâtons pour nous défendre si besoin est. Nous faisons toutes les allées sans dommage. Arrivés au bout du parc nous apercevons une quinzaine de garçons courant à toutes jambes, puis une minute plus tard un homme de quarante ans courant la figure ensan-

Nous appelons la police nensant qu'il est dommage qu'on ne puisse pas se promener dans le parc qui est si beau le soir sans se faire déval.ser.

Une demi-heure après nous voyons

un car tourner autour du parc une seule fois puis partir. Nous retéléphonons pour leur rappeler qu'une personne avait été agressée et même gravement car elle n'a pu rentrer chez elle et on a dû la conduire en voiture. Mais un policier au bout du fil nous dit que trois cars patrouillent autour du parc et qu'ils font des battues à l'intérieur. Nous retournons voir mais il n'y avait pas un chat. Ils ne s'étaient pour ainsi dire pas dérangés si ce n'est pour prendre l'identité de la victime à son

La conclusion est très simple. Ces messieurs de la police sont tout de suite sur les lieux quand il s'agit de taper sur les manifestants mais pour accomplir leur besoane la plus élémentaire ils ne se déplacent pas ou si peu.

J.D., Paris-1er.



Appel

des libertés syndicales du chalet Saint-André (Savoie)

Le Chalet Saint-André est un centre médico-pédagogique et professionnel où on éduque des enfants déficients intellectuels. L'Association Championnet, privée, dont le siège est à Paris, possède cet établissement ainsi que d'autres.

Depuis 17 mois se développe un conflit entre la Direction et les sections syndicales : C.G.T. - C.F.D.T. -S.N.A.I.E.I. (autonome) unies au sein de l'Intersyndicale.

La Direction est seule responsable du conflit.

Les sections syndicales se créent. Objectif de la Direction : les détruire. L'antisyndicalisme est constant. Et pour ce faire, la Direction n'hésite pas à créer son syndicat-maison.

- Janvier 1970 : licenciement d'un militant syndicaliste C.F.D.T.

Février 1970 : A la suite de l'action syndicale et de l'intervention de l'Inspection du Travail, la Direction est contrainte de le réintégrer.

- Mars 1970 : Elections au Comité d'Entreprise des délégués du personnel, annulées par le Tribunal d'instance de Sallanches qui, dans ses attendus, déclare que « le comportement du sieur Aurand Guy, directeur du C.M.P.P. Chalet Saint-André a faussé les résultats du scrutin ».

 Juin 1970 : des avertissements, blâmes, mises à pied, pleuvent sur les seuls membres de l'Intersyndicale, une commission de conciliation est réunie à la Direction départementale de la André est contrainte d'annuler pure-Main d'Oeuvre. La Direction de Saintment et simplement ces sanctions.

- 2 nouveaux licenciements franpent un militant C.G.T. à la veille des vacances, un militant C.F.D.T. à la rentrée 1970.

Deux enquêteurs de la Commission paritaire régionale (un représentant Employeurs, un représentant Employés) concluent que « les incidents et surtout les deux licenciements évoqués devant la Commission sont la conséquence directe de la légéreté et de la

partialité avec laquelle M. Aurand di-

rige son Etablissement ».

L'Inspection du Travail dresse procès-verbal contre la Direction pour atteinte aux libertés syndicales. Elle demande, aussi la réintégration des deux licenciés.

La Direction ne désarme pas : depuis janvier 1971 encore deux licenciements, un militant C.G.T. et un C.F.D.T.

L'action judiciaire se poursuit : Prud'hommes, traduction du directeur devant le Tribunal de Police.

Pour apporter un soutien actif à nos camarades un Comité de Défense des Libertés syndicales s'est créé.

Ce n'est pas qu'à Mégève que les libertés syndicales sont bafouées. C'est une action concertée.

Aussi nous devons prendre en charge ce combat, tous les travailleurs sont

Aujourd'hui Mégève, demain...? Vous ne pouvez rester indifférents. Le Comité de Défense des Libertés Syndicales vous appelle à signer la

présente motion : MOTION

Les soussignés. indignés par les attaques portées au droit syndical au Chalet Saint-André -

condamnent l'attitude de la Direction, exigent la réintégration des licenciés. exigent le respect des libertés syndicales reconnues par les textes, en appellent aux Pouvoirs Publics pour

mettre fin rapidement à une situation intolérable qui n'a que trop duré.

Pour toute correspondance : en-

voyer à M. Murat - Lycée du Mont-

Blanc - 74 - Le Fayet).





Responsable de la publication: Michel RODINSON

Impression: Roto technic Offset Tél: FLA. 37-07

Composition: 4. rue du Bouloi

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson Initiative Socialiste 54, rue Monsieur-le-Prince

75 - Paris-6° Nota: cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements:

ordinaires: 6 mois: 30 F

sous pli fermé : 6 mois: 70 F 1 an: 130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :

C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Éditorial

Les travailleurs continuent la lutte

La politique du gouvernement menacée

E mois de mai est terminé. La grève et l'occupation de Renault qui ont donné le ton à la vague de grèves de ce printemps 1971 sont finies depuis maintenant une quinzaine de jours.

Mais le mouvement de grèves continue. Les travailleurs de la Polymécanique à Pantin reprennent le travail ce lundi après trente-six jours de grève avec occupation qui leur ont permis d'obtenir satisfaction sur leur revendication initiale concernant le maintien de la prime de bilan même s'ils n'ont pu obtenir le paiement intégral des jours de grève. La grève avec occupation continue à Usinor-Dunkerque que le tribunal des référés vient d'ordonner aux travailleurs d'évacuer. Bien plus, à la fin de la semaine écoulée, deux nouvelles grèves avec occupation étaient annoncées, décidées l'une par 400 travailleurs de la chaussure à Annonay, l'autre par 3 000 employés des compagnies d'assurances au Mans.

Et à côté de ces grèves que la presse ne peut cacher soit à cause de l'importance de l'entreprise, soit parce qu'il y a des militants qui font l'effort nécessaire pour briser la conspiration du silence faite autour des mouvements actuels, combien de ceux-ci, surtout dans les petites ou moyennes entreprises, restent isolés et méconnus au-delà de la ville ou du quartier qui est le leur, au-delà des travailleurs directement concernés.

Pourtant malgré cela, malgré l'insuccès de certaines des grèves les plus en vue comme celles de Renault ou de la R.A.T.P. — insuccès il est vrai dû essentiellement à l'attitude des directions syndicales — malgré le rôle de frein joué partout par ces directions et leur refus de relier ces luttes éparpillées et d'en faire un mouvement unifié et par là une force démultipliée, les travailleurs ne sont pas découragés. Les grèves et les occupations qui continuent, celles qui commencent, le prouvent.

Cette combativité des travailleurs est telle que les organisations syndicales elles-mêmes doivent lui offrir un exutoire. C'est ainsi que la C.G.T. après n'avoir rien fait pour aider, soutenir et surtout étendre les grèves qui ont éclaté ici ou là à la S.N.C.F. durant les semaines passées — il y en a eu plusieurs même si elles n'ont pas toujours été connues du grand public — a dû lancer plusieurs jours d'action sur les conditions de travail de certaines catégories de cheminots. C'est ainsi que les fédérations syndicales des fonctionnaires ont dû organiser une journée de grèves et de manifestations. La forte participation à ces mouvements, contrôlés soigneusement par les syndicats et surtout sans perspective immédiate, est aussi un bon test de la volonté de lutte qui est celle actuellement de tous les travailleurs.

Dans ce contexte la « solennelle mise en garde » de Giscard d'Estaing contre la hausse

des salaires n'est pas seulement le chantage habituel vis-à-vis des travailleurs.

Certes le ministre des Finances, poursuivant avec entêtement une vieille propagande que les travailleurs ont pourtant jugé depuis longtemps à son exacte valeur, voudrait bien tenter d'accréditer l'idée que réclamer l'augmentation des salaires revient à se nuire à soimême, puisque cela entraîne automatiquement la hausse des prix. Les travailleurs ont trop vu les prix augmenter sans même que les salaires suivent pour que cela puisse encore prendre sur eux. Et d'ailleurs bien des revendications actuelles ne concernent pas directement les salaires mais les conditions de vie ou de travail. Pourquoi les patrons et leur Etat n'accèdent-ils donc pas au moins à celles-ci?

En fait l'appel de Giscard est sans doute davantage encore destiné aux capitalistes qu'aux travailleurs. Devant l'offensive de ces derniers un certain nombre de patrons et de chefs d'entreprises seraient peut-être prêts à céder sinon à toutes du moins à une partie importante des revendications. Le contexte est favorable pour une bonne partie de l'industrie française. Les affaires marchent bien, les bénéfices réalisés ces derniers temps sont considérables, les exportations se développent grâce à la situation de la monnaie nationale par rapport à la monnaie étrangère. Dans ces conditions faut-il risquer de longues semaines de grève que les travailleurs sont prêts à faire ils le prouvent un peu partout — plutôt que de céder ce qui doit être cédé? Ne pourra-t-on se rattraper assez vite sur les prix qui de toute manière augmentent sans arrêt?

Ce calcul bon nombre d'entreprises doivent commencer à le faire. L'exemple de Polymécanique qui a finalement cédé après cinq semaines de grève et accepté de donner cette année et même de garantir l'année prochaine les 400 francs de prime de bilan qu'elle refusait aux travailleurs il y a un mois est tout de

L'appel de Giscard est donc un appel aux capitalistes à serrer les rangs, à présenter un front uni face à l'offensive des travailleurs, à rassembler leur force pour constituer une plus grande encore. Le gouvernement joue pour la bourgeoisie le rôle que les directions ouvrières se refusent à remplir pour les travailleurs.

Mais tout cela prouve surtout que les mouvements actuels ne sont pas sans espoir. Le refus de les coordonner de la part des directions syndicales rend la lutte plus difficile. Pourtant aucune grève, même isolée, n'est perdue d'avance. Son issue ne dépend que de la détermination des travailleurs à la mener aussi longtemps qu'il le faut et depuis plusieurs semaines, les travailleurs, s'ils n'ont pas vaincu, ont prouvé en tout cas qu'ils sont capables de tenir tête au patronat.

sommaire

EN FRANCE

Leur nouvelle société

L'affaire Jaubert.

La formation professionnelle Page 7 « L'affaire des Blagis ».

Page 8

L'étalement des vacances.

Les vieux et les problèmes de la retraite.

Dans les entreprises

Renault banc d'essai de la politique du gouvernement.

Page 16

Echos des entreprises.

- Débrayages à la Thomson CSF (Gennevilliers).

Page 18

S.N.C.F. Vierzon : la réforme.

Les conditions de travail à la société Al-Aiton (Tours).

Page 19

Les employés de banque en lutte.

Fin de la grève à la Polymécanique.

Mouvement révolutionnaire

La Fête de Lutte Ouvrière : en guise de bilan.

La Ligue quitte le Secours Rouge.

- Revue de la presse d'extrême-gauche.

DANS LE MONDE

Page 9
TURQUIE

- Chasse à l'homme. Page 10

- II y a vingt ans : Mossadegh nationalisait les compagnies pétrolières.

MADAGASCAR — La crise.

DIVERS

Pages 20-21

- Feuilleton Page 22

Livres.

Page 23 - Cinéma

POUR PAYER

moins de 1 F le numéro et soutenir son effort.

Abonnement 1 an: 50 F.

ABONNE-TOI!



La Fête de "Lutte Ouvrière": en guise de bilan

ES stands sont démontés et les bâches roulées. Presles, qui pendant tout un week-end a vu sa population quintupler, et qui a connu des problèmes de stationnement dignes de la capitale, a retrouvé son cal-me paisible de petite ville de grande banlieue. Et l'herbe de la grande pelouse, piétinée pendant trois jours par des dizaines de milliers de pieds, essaie timidement de relever la tête.

L'heure est aux bilans, et nos camaraes responsables de l'organisation générale de la fête, des transports, de la nourriture ou de la partie artistique, s'emploient à tirer les leçons de ce coup d'essai qui fut, il faut bien le dire, sinon un coup de maître, du moins une incontestable réussite.

Mais de toute manière, aucune analyse des résultats ne saura rendre ce qui était le plus important et le plus significatif, durant ces trois jours, la joie qui brillait dans les yeux des copains connus et inconnus qui se pressaient sur la pelouse.

Joie de ceux qui avaient déployé toutes les ressources de leur dévouement et de leur ingéniosité pour le succès de cette manifestation; joie des camarades qui, souvent isolés dans leur ville ou dans leur entreprise, découvraient combien il y en a d'autres qui, ailleurs, mènent le même combat; sourires des innombrables amis venus nous apporter le

témoignage de leur soutien, sourire aussi des gens du village venus, souvent timidement, voir de près à quoi ressemblaient les « gauchistes », et qui découvraient qu'ils étaient de fort bonne compagnie; c'est tout cela qui contribua d'abord à faire de ces trois jours une incontestable réussite.

Combien étions-nous? Quand nous aurons dit que nous étions dix mille. nous n'aurons rien dit, tant il est vrai que la (mauvaise) habitude s'est installée de donner des chiffres gonflés et fantaisistes, et que celui qui avance des chiffres réels fait figure de parent pauvre. Mais si nous nous refusons à avancer des chiffres supérieurs à la réalité, nous pouvons affirmer que c'est la première fois qu'une tendance révolutionnaire mobilise à elle seule autant de monde dans ce pays depuis des dizaines

Et ce qui est encore plus significatif que le nombre des participants, plus important, et plus riche de promesses pour l'avenir, c'est la composition sociale de l'assistance : une assistance en majorité jeune, bien sûr, mais où la jeunesse ouvrière était visiblement bien représentée, et où se côtoyaient de nombreuses familles ouvrières et un grand nombre de travailleurs immigrés.

Quand nous affirmions, à propos des grèves de ce mois de mai 1971, que l'on est en train d'assister à la formation d'une nouvelle avant-garde révolutionnaire dans les entreprises, ce n'était pas pas une clause de style, mais la leçon tirée de l'expérience de nos militants engagés dans les luttes en cours. Et cette audience croissante des militants et des idées révolutionnaires dans les entreprises, elle se vérifiait concrètement, physiquement, à la fête de Lutte Ouvrière.

Si notre fête fut un succès, cela ne fut d'ailleurs pas dû à un quelconque hasard, ou à une adroite publicité. Le temps médiocre, l'éloignement de Paris, et les problèmes de transport ne nous ont pas facilité la tâche, et mille difficultés administratives nous avaient, auparavant, empêché de donner à cette manifestion la publicité qu'elle méritait (nous n'avons pu, en particulier, en faire connaître le lieu qu'une dizaine de jours à

Non, si notre fête fut un succès, cela tient avant tout au travail accumulé par nos camarades au cours des années et des mois précédents. Et cette activité des militants de Lutte Ouvrière, elle était, elle aussi, visible à la fête. D'innombrables panneaux d'expositions témoignaient de la présence des militants de notre tendance dans des dizaines et des dizaines d'entreprises, parmi lesquels certains noms : Renault, Polymé-canique, prenaient en ce mois de mai une résonance particulière. D'autres panneaux rappelaient les campagnes organisées par nos militants, sur les transports en commun dans la région pari-

sienne, sur le logement à Bordeaux ou à Elbeuf, sur la santé à Clermont-Ferrand. Des affiches, à peine pâlies, rappelaient notre participation à l'élection partielle de Bordeaux de septembre 1970, et aux élections municipales de mars 1971.

C'est à travers toutes ces activités que notre tendance a déployé tous ses efforts pour se lier à la vie, aux préoccupations et aux luttes de la population laborieuse, pour s'implanter dans la classe ouvrière. Et c'est avant tout parce que les premiers, et combien encourageants résultats, étaient visibles aux yeux de tous pendant ces trois jours de la Pentecôte 1971, que tous nos camarades, que tous ceux qui partagent nos aspirations et nos espoirs, ne sont pas prêts de l'ou-

Et si beaucoup parlent déjà de la Pentecôte 1972, il est également certain que c'est le travail que nous serons capables d'accomplir jusque-là dans tous les domaines qui nous permettra d'en faire une réussite encore plus grande.

Mais il n'est pas besoin de la perspective d'une nouvelle fête pour savoir qu'aucun de nos camarades ne mesurera ses efforts dans la tâche que nous nous sommes fixés : l'implantation dans les entreprises d'une tendance révolutionnaire capable d'ouvrir à la classe ouvrière une alternative au stalinisme et au ré-

François DUBURG.

Nouvel exemple d'arbitraire policier

PRES l'affaire Guiot, Guionnet et bien d'autres, voici l'affaire Jaubert qui tient à son tour la une des journaux.

Tout le monde s'en émeut, même le très respectable Figaro que personne ne peut pourtant soupçonner de sympathie à l'égard de ceux qui critiquent les institutions en place.

Remous d'opinion, manifestations sur la voie publique, conférences de presse, protestations en tous genres de fractions diverses de la population ne cessent d'avoir lieu depuis qu'une information judiciaire a été lancée contre un journaliste du Nouvel Observateur, qui aurait, paraît-il, à lui seul fait beaucoup, beaucoup de mal à trois grands gaillards de la police pa-

Pourtant il s'agit d'une affaire bien banale. L'histoire classique d'un « ramassé » par les flics, roué de coups avant toute discussion, matraqué copieusement, et pour couronner le tout, accusé de rébellion, violence et outrages à agents.

« Le samedi 29 mai » — jour d'une manifestation de jeunes Antillais organisée dans le 17 arrondissement — « je suis sorti d'un restaurant de la place Clichy », raconte Alain Jaubert. « Cela peut arriver à tout le monde, pas vrai? » Et il poursuit : « J'ignorais qu'il se déroulait une manifestation en cet endroit. J'ai vu un blessé que j'ai d'abord conduit dans une pharmacie où l'on a appelé police secours...

Monté de son plein gré dans le car, il intervient, alors qu'il accompagnait le blessé à l'hôpital, contre les bourrades et les coups que les policiers distribuaient au jeune blessé.

Et voilà le scénario enclenché... Frappé, vidé du car alors que celuici roulait, récupéré par une meute haineuse de policiers descendus des autres cars, il est injurié, tabassé, frappé à coups de pieds et à coups de

« C'est la riposte des journalistes et de l'opinion qui a permis à mon cas d'être connu. Mais je pense à tous ceux qui ne bénéficient pas d'un pareil soutien et tombent aux mains de semblables tortionnaires. »

Et, en effet, on peut aisément imaginer d'après son témoignage, ce qu'il arrive neuf fois sur dix dans « l'intimité » des commissariats de quartiers ou des cars de police. Le plus souvent, les anonymes qui sont Léo Hamon devant les journalistes. Officiellement, il n'y a pas d'affaire Jaubert.



les jeunes à cheveux trop longs ramassés pour contrôle d'identité ou pour vérification de papiers de moto, dans les banlieues, les émigrés à la peau trop mate ou le passant qui s'est un peu trop indigné à la vue d'une injustice flagrante, tous ceux-là qui n'ont pas les moyens de défense sociale d'un Jaubert ou d'un Guiot, sont vite broyés par l'arbitraire d'une police qui ne peut avoir tort et d'une justice qui ferme les yeux... en toute indépendance!

Tout se passe souvent sans anicroche, mais heureusement, de temps en temps la machine grippe. Ces messieurs tombent sur un os.

La victime se rebiffe : c'est un lycéen dont les camarades se mobilisent en force faisant reculer le pouvoir, ou c'est un journaliste qui met ses collègues dans le coup et ose contre-attaquer en portant plainte.

Dans notre société, tout ce qui n'est pas du côté de l'ordre, tout ce qui se dresse contre l'oppression, l'exploitation et l'injustice sociale est un ennemi à combattre. La justice n'existe pas et couvre la police.

Et quand, par hasard, elle doit prendre position dans un scandale un peu trop flagrant, c'est timidement et à la hâte. Et les vrais coupables ne sont guère inquiétés.

Dans l'affaire Jaubert, cette fois encore, ce n'est que la mobilisation de tous ceux qu'indignent les exactions et l'arbitraire policier et judiciaire qui fera reculer les autorités. Et encore, rien n'est joué. Mais enfin, cela s'est su et c'est déjà quelque chose.

A. GARBE.



La quatorzième victime de Sallen

Le 15 mai, dans le petit village de Sallen, en Normandie, treize personnes ont trouvé la mort.

Le maire du village, M. Auvray, avait prêté, pour rendre service à une famille voisine qui célébrait un mariage, une salle des fêtes désaffectée.

Non visitée par la Commission de Sécurité parce que désaffectée. cette salle a été le lieu d'un drame terrible : le plancher s'est écroulé sous le poids des convives et treize d'entre eux ont péri dans le puits qui se trouvait juste en dessous. Quelques jours plus tard, les autorités administratives supérieures décidèrent de suspendre le maire de Sallen pendant un mois. Une enquête pour délimiter les responsabilités était ouverte. Des lettres anonymes arrivèrent alors au domicile de M. Auvray l'accusant de meurtre et la presse renchérissait le faisant passer aux yeux de l'opinion publique pour un criminel. Le 1er juin, le maire de Sallen se donnait la mort volontairement.

Mais, cet homme qui a été conduit au suicide avait-il l'infime partie des responsabilités des directeurs des Houillères, de la raffinerie de pétrole de Feyzin et de bien d'autres encore qui, par leur négligence de la sécurité et parce qu'ils ont la courbe de leurs profits à la place du cœur, tuent impunément tous les jours des dizaines d'ouvriers et en blessent des centaines d'autres!

Ceux qui ont écrit ces lettres anonymes, les auraient-ils écrites à la police qui matraque journellement et tue quelquefois, ou aux patrons qui ont bien des morts de travailleurs sur la conscience?

Dans cette société, ce sont toujours les « petits », les plus hum-bles qui subissent les pressions et les condamnations.

Gageons que les actionnaires des grands trusts se sentent bien dans leur peau, malgré les crimes dont ils sont responsables. Ils savent que dans ce monde divisé en deux camps, ils se situent dans celui de ceux qui peuvent tout se permettre : les oppresseurs. Tandis que les tares de cette société pourrie pèsent de tout leur poids sur les épaules des opprimés... faisant succomber les plus faibles.

N. CLANCIER.

Les représentants de l'ordre nouveau

E 28 mai, des incidents graves éclataient sur le campus univerde Grenoble. Au cours d'une de ces bagarres devenues coutumières entre les gauchistes et l'extrême-droite de cette ville, les nervis fascistes, sud-vietnamiens pro-sai-gonais, sortirent des armes à feu et des sabres et blessèrent trois étudiants. Puis, ils prirent la fuite sans être autrement inquiétés. Un responsable de la police aurait même dit : « Qu'ils se débrouillent entre eux ».

Devant ce refus des autorités de faire quelque chose, les gauchistes décidèrent de remplacer cette police partiale et cette justice passive. Le mercredi 2 juin, ils enlevèrent trois fascistes, pour conduire l'enquête eux-mêmes, trouver les coupables et obliger la justice légale à agir. Le jeudi 3, deux détenus étaient relâchés, la preuve de leur participation au commando n'ayant pu être faite. Le troisième fut gardé un peu plus longtemps et fut, lui aussi, relâché après avoir avoué. Cette action des gauchistes du campus de Grenoble déclencha une vague de protestations et de criaillerie indignée de la part de la presse bien pensante.

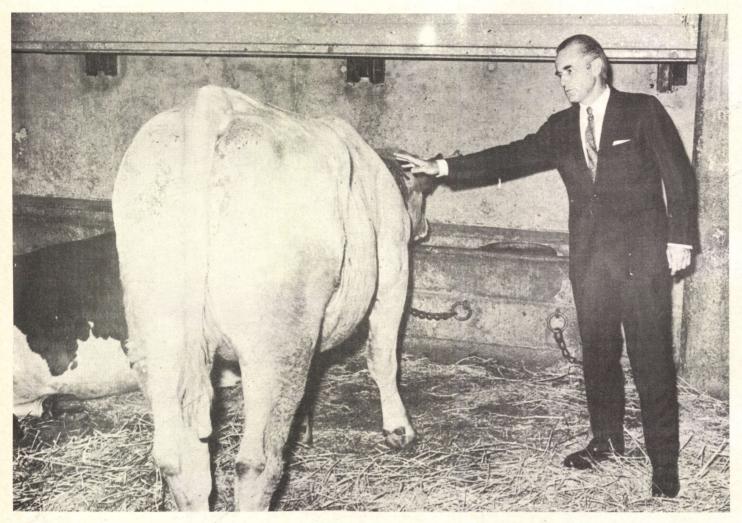
Des députés écrivaient aux ministres pour réclamer qu'on fasse l'exem-ple contre ces faits très graves remettant en question l'ordre établi. Pour tout ce beau monde, les incidents graves, ce ne sont plus les exactions de bandes armées qui veulent s'imposer à coups de feu mais l'auto-défense des étudiants. De même qu'à Aix récemment, les fautifs n'étaient pas ces policiers déguisés en journalistes, arborant des fausses cartes de presse pour mieux photographier les étudiants, mais ces derniers qui osèrent leur prendre leurs cartes et les chasser.

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui le « sequestré » sud-vietnamien est placé sous mandat de dépôt par la police, et que tous ceux qui s'époumonaient à prendre sa défense quand il passait pour une victime, se montrent maintenant remarquablement discrets.

L'action des gauchistes aura eu au moins un résultat positif.

Dominique LEGER.

La formation professionnelle ou quand Chaban nous offre une chance



Chaban-Delmas a promis de donner sa « chance » à tout le monde.

ELON M. Chaban-Delmas, la « Révolution silencieuse » est commencée par « la plus grande opération qui ait été entreprise dans le sens d'une évolution de la société ». Cette grande opération, c'est la réforme de la formation professionnelle permanente et de l'apprentissage. Grâce à elle, « 2 millions de Français pourront changer de vie à tout moment ».

Voilà une opération spectaculaire bien montée qui a pour but de tenter d'éluder le problème des revendications collectives des travailleurs en prétendant donner « à chacun sa chance ».

C'est un fait que depuis quelques temps, malgré l'opposition patronale, et malgré l'hostilité des appareils syndicaux l'objectif que se fixent les travailleurs au cours de leurs luttes tend vers les augmentations uniformes, même si ces luttes démarrent le plus souvent sur des revendications en apparence catégorielles. Dans Le Figaro du 4 juin, M. P. Hamelet observe que : « la tendance des esprits, en France, est au nivellement ». Et en fait, on constate, que le plus souvent les travailleurs entrent en lutte sur des objectifs catégoriels non pas parce qu'ils estiment que leur travail mérite un meilleur salaire que d'autres catégories mais, au contraire, parce qu'ils estiment qu'il n'y a pas de raison pour que leur catégorie soit moins bien rétribuée qu'une autre.

Essayer de désarmorcer le caractère unitaire des luttes pour l'uniformisation des salaires en essayant d'entraîner les travailleurs à miser sur « leur chance », tel est l'aspect fondamental de la réforme sur la formation professionnelle. L'économie a besoin de main-d'œuvre qualifiée, c'est vrai. Mais elle a aussi besoin de maind'œuvre non qualifiée. Le conflit du Mans a été engagé par des O.S. La presse bourgeoise a subitement découvert, au travers de ce conflit, l'aspect inhumain, aliénant du travail spécialisé, parcellisé. Par la formation et le perfectionnement professionnel, le gouvernement prétend vouloir donner aux travailleurs qui en auront la volonté et le courage, « une chance » de gravir quelques échelons en retournant à l'école. Les conditions que l'on offre à ces « courageux » pour saisir « leur chance » sont d'ailleurs bien

La loi prévoit cinq catétgories de

- les stages de conversion qui ont pour but de reconvertir les salariés licenciés. La rémunération sera au minimum de 90 % du SMIC, au maximum de cinq fois le SMIC. Sans connaître les conditions exactes de participation à ces stages, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour se rendre compte qu'ils représenteront un dur sacrifice pour les salariés les moins payés sans compter que beaucoup en seront exclus. Car on voit mal comment des O.S. habitués depuis des années à effectuer un travail abrutissant pourraient brusquement redevenir de brillants écoliers. Mais pour le patronat, tant pis s'ils ne savent pas saisir « leur chance ».

 Les stages de prévention seront destinés à tenter de préparer de futurs licenciés à une autre fonction.

- Les stages d'adaptation auront pour but de préparer les jeunes qui débutent ou ceux qui doivent changer de métier à leur nouvel emploi.

- Les stages de promotion devraient permettre à certains d'essayer de s'en tirer individuellement en essayant de grimper dans la hiérarchie.

 Enfin, les stages de formation seront réservés aux jeunes de 16 à 18 ans pour les préparer à la vie professionnelle.

Certains stages nécessiteront un congé de formation que les patrons devront obligatoirement accorder sauf... si l'employeur estime que l'absence du travailleur est préjudiciable à la bonne marche de l'entreprise.

Ainsi, tout le programme de la « révolution silencieuse » de Chaban consiste à faire subventionner par l'Etat la formation d'une partie des travailleurs qui sont nécessaires au patronat et qui seront sélectionnés en fonction de leurs capacités, de leur volonté de sacrifice, et de l'intérêt des patrons. A ceux dont les industriels ont besoin, on donnera « une chance ». Quant aux autres ? Eh bien, c'est qu'ils n'auront pas de chance, voilà tout. Et que peut-on contre la malchance?

Or, des malchanceux, il y en aura des millions. Car si quelques-uns pourront peut-être s'en tirer un peu mieux en jouant le jeu du patronat, et bien loin de nous l'idée de blâmer ceux qui essaieront de se soustraire à la condition inhumaine de prolétaires spécialisés, il faudra bien qu'ils soient remplacés par d'autres « malchanceux ». Dans les entreprises modernes, il y a des techniciens, des ouvriers qualifiés ceux qui, selon Chaban, ont eu leur chance.

Et puis, il y a 40 à 50 % d'O.S., de « malchanceux » en permanence. Pour ceux là, la nouvelle société de Chaban n'a que des regrets à leur offrir, et encore heureux de leur permettre de gagner misérablement leur vie pour 9 heures par jour de travail

A supposer que cette réforme soit effective, car il y a encore loin de la loi à la réalité, elle ne fait que démontrer que la société capitaliste est incapable d'assurer à tous le bienêtre. Elle voudrait s'efforcer de favoriser ceux qu'elle considère comme étant, de son point de vue, les meilleurs éléments pour mieux masquer son impuissance à donner à chacun les moyens d'une vie décente.

Elle voudrait s'efforcer de dévoyer la lutte des travailleurs qui tend vers le nivellement, vers l'unification, en offrant à certains la perspective de solutions individuelles.

Mais les travailleurs savent que les bonnes places sont chères, qu'il n'y en a que pour une toute petite minorité et. de moins en moins, ils s'illusionnent sur les solutions individuelles de la promotion.

La meilleure preuve en est fournie par nombre de conflits récents menés en premier lieu par des O.S. pour des augmentations uniformes. Chacun veut vivre d'une façon décente, et ne pas dépendre de la « chance » que prétend leur offrir le gouvernement.

La seule formation qui peut donner aux travailleurs leur véritable chance, c'est la formation aux idées socialistes, celle qui les conduira à prendre le pouvoir aux bourgeois pour construire une société où la situation de chacun ne dépendra pas de la « chance » mais où chacun produira selon ses moyens et consommera selon ses besoins.

H. VAUQUELAIN.

POUR LES JEUNES DE FONTENAY-AUX-ROSES ET DE SCEAUX (Hauts-de-Seine)

L' « AFFAIRE DES BLAGIS » N'EST PAS CLOSE

OUR la radio, la télévision et la grande presse, l'« Affaire des Blagis » est close. Mais pour les jeunes de la cité, l'« Affaire » n'est ni morte ni enterrée. Il n'est que de passer, à pied ou en voiture, avenue Paul-Langevin, à la limite des communes de Sceaux et de Fontenay-aux-Roses, pour s'en convaincre. Là, en effet, un bien curieux spectacle s'offre au passant un petit bâtiment préfabriqué, le « mini-club », récemment construit par les deux localités pour accueillir les jeunes des cités avoisinantes (il contient au mieux 100 personnes, alors qu'un panneau de signalisation annonce non loin de là : « Automobilistes, attention! 3 000 enfants vivent dans cette cité! »), eh bien ce « miniclub » est occupé. Les jeunes n'ont pas attendu les autorisations officielles pour y élire domicile, s'y retrouver, de nuit comme de jour, y discu-ter, et surtout, y envisager les moyens de faire libérer un de leurs camarades inculpé d'outrage et rébellion à agent, et toujours retenu

« Libération immédiate de Jean-Louis! », peut-on lire sur les immenses affiches qui recouvrent les murs du « mini-club ». Et les allées et venues, l'animation qui règne aux alentours du petit bâtiment comme le forum permanent qui est organisé à l'intérieur, prouvent bien que les jeunes n'ont rien oublié.

Ils n'ont pas oublié qu'il y a maintenant plus de quinze jours que, dans la nuit du vendredi 20 mai au samedi 21 mai, un des leurs a été victime de l'hystérie anti-jeunes que le gouvernement et sa police entretiennent savamment.

Cette nuit là en effet, quelques jeunes de la cité des Blagis, cité de H.L.M. située à la limite de Sceaux, Bagneux et Fontenay-aux-Roses, étaient interpellés par des policiers alors qu'ils rentraient chez eux après une soirée passée ensemble. Deux



d'entre eux furent malmenés et arrêtés. Un troisième, dans la bousculade, brisa la vitrine d'un café, ce sur quoi, le boulanger du Centre commercial sortit de chez lui, armé d'un fusil de chasse qu'il déchargea aussitôt sur le premier jeune venu. Bilan : un jeune rendu infirme pour la vie, et un de ses copains emprisonné.

La nouvelle, à peine connue, suscita l'indignation et la colère de tous les jeunes, et de bon nombre de moins jeunes des environs qui, dès le dimanche, se rassemblaient par centaines au beau milieu du Centre commercial. « Si un commerçant se mêle de tirer sur mon fils, c'est moi-même qui le descend », disait une mère de famille, ajoutant qu'elle était pour la justice. Les jeunes discutaient systématiquement avec tous les passants, et diffusaient un tract appelant à une

manifestation pour le lendemain. La situation, ce dimanche, était singulièrement tendue. Et d'autant plus tendue que, à deux pas, la boulangerie était ouverte : quelques clients, peu nombreux, il faut l'avouer, osaient encore y entrer et en sortir avec la traditionnelle tarte à la crème du dimanche! Il faut dire que c'est miracle que la boutique n'ait pas été prise d'assaut, et que les jeunes ont fait preuve d'un sang froid admirable.

La manifestation du lundi, qui regroupa un millier de personnes, surtout des jeunes mais aussi des parents outragés, se déroula elle aussi dans le calme, un calme étonnant, étant donné ce qui s'était passé..

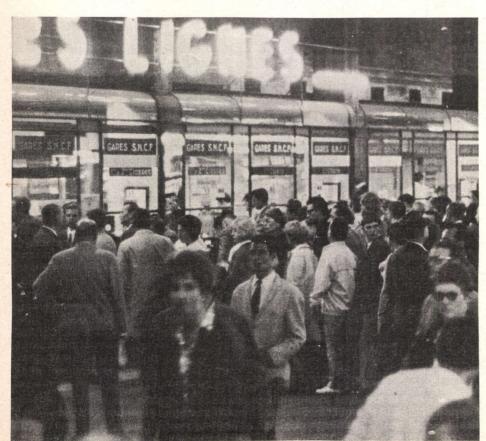
Cela n'empêcha pas que le lendemain, le mardi soir, toute la cité était quadrillée de centaines de C.R.S. en tenue de combat! Depuis, si le boulanger meurtrier a été libéré après quelques heures passées à la prison de Fresnes (lieu plus sûr pour lui que sa boutique), et s'il est actuellement en villégiature sur les côtes bretonnes, le jeune camarade de la victime, lui, est toujours incarcéré et inculpé de... violences à agent! C'est cela, avant tout, que les jeunes des Blagis ne peuvent supporter. Et c'est pour obtenir sa libération, devant l'inertie générale des adultes et de leurs organisations politiques, que cinq garçons ont entamé, le dimanche 30 mai, une grève de la faim.

Comment I'« Affaire » se terminera-t-elle ? On l'ignore. Mais ce qui est certain, c'est que la détermination des jeunes est loin d'être entamée.

Michèle VERDIER

La taxe sur les transports

et les jérémiades du patronat



E projet de loi présenté par le gouvernement et instituant une taxe en faveur des transports urbains a suscité quelques remous au sein de la majorité. Certes l'U.D.R. a fini par obtempérer et par voter la loi — discipline oblige — mais il y a eu des cris et des grincements de dents.

Pourtant la contribution demandée aux patrons n'avait pas de quoi les ruiner : 21 francs par mois et par salarié en moyenne. Mais voilà : débourser leur fend le cœur.

Et ceux-ci de pousser des cris d'orfraie : on leur met le couteau sous la gorge ; ils ne s'en relèveront pas. Et de brandir la menace de l'augmentation des prix : « Cette nouvelle taxation, dit le C.N.P.F., pèserait inévitablement sur les prix de revient, ce qui serait en contradiction avec l'action engagée pour freiner la hausse des prix ».

Il y aurait également là atteinte à l'égalité devant l'impôt. Pourquoi les patrons des grandes usines de la région parisienne auxquels métro, train et autobus apportent la main d'œuvre nécessaire à la marche de leur entreprise paieraient-ils donc? Pourquoi ceux des grands magasins devraient-ils donner quelque chose en échange des liaisons directes aménagées avec certaines stations de métro? Evidemment pourquoi ne conti-

nueraient-ils pas à en bénéficier à

moindres frais? Il ne faut pas croire pour autant que cette mesure contribuera à résoudre quoi que ce soit. Il faut bien plus que 700 millions pour améliotant soit peu les transports en commun dans la région parisienne : les experts gouvernementaux eux-mêmes tombent d'accord sur ce point. En réalité, il est évident que l'incurie actuelle va se perpétuer et s'amplifier. L'Etat, et l'actuelle dis-cussion à l'Assemblée Nationale est suffisamment éloquente à cet égard, ne financera pas l'amélioration des transports en commun en prenant l'argent là où il se trouve : dans la poche des capitalistes. La mesure qu'il vient de prendre n'est qu'une mesure d'urgence dictée par une po-litique du coup par coup, sans pers-pectives. Ou plutôt si : l'Etat a des projets: continuer à augmenter les tarifs des transports en commun. D'ores et déjà, de nombreux organismes ont annoncé que le ticket passerait en juillet de 70 à 90 centimes et on parle d'une augmentation de la carte hebdomadaire pour 1,72.

Cette année, le gouvernement n'a pas encore osé s'affronter aux usagers car il craignait leur colère. Mais il n'a en rien renoncé à ses projets. Plus que jamais, il faut être prêt à riposter.

Isabelle DUBOIS.

Le gouvernement reparle de l'étalement des vacances

ERIODIQUEMENT, de nouveaux projets gouvernementaux sur l'aménagement de la période des vacances et l'étalement des congés sont l'objet de discussions interminables. Chacun, ou presque, de nos hommes d'Etat y va de son plan, de son idée. Et cette année, au moment où le temps des grands départs approche avec son cortège habituel d'embouteillages monstrueux sur les routes, dans les gares et sur les lieux de vacances, avec aussi son lot d'accidents mortels, pas besoin d'être grand clerc pour savoir que, dans les couloirs gouvernementaux, des projets vont de nouveau être dressés à grand renfort d'imagination. Mais sitôt nés, sitôt avortés tous ces projets.

Car si le système actuel des congés est la source de situations aberrantes dont tous sont victimes, y compris gouvernants et capitalistes, s'il se traduit chaque année par les chiffres impressionnants des morts ou blessés, il n'est cependant qu'une manifestation du système capitaliste lui-même aberrant, et il n'est pas possible de faire disparaître ou simplement d'améliorer le premier, sans mettre bas tout le vieux fatras du second.

L'instauration en France de congés payés aux travailleurs par les employeurs, ne répondait à aucun sentiment humanitaire de la part de la bourgeoisie, mais à des raisons politiques et sociales bien précises. Ainsi, c'est en juin 1936, au moment où un vent de panique soufflait chez les bourgeois, que les Accords Matignon, signés sous la pression de la grève générale contraignaient les patrons à payer deux semaines de congés aux travailleurs. Pour la première fois dans l'histoire de la classe ouvrière, il allait être possible aux travailleurs de partir à la mer, à la campagne ou à la montagne, lieux jadis réservés aux bourgeois. Plus tard, c'est le 29 avril 1956, que le gouvernement Guy Mollet, ayant l'intention d'intensifier la guerre en Algérie, d'y envoyer les jeunes du contingent, et entendant prévenir tout mécontentement et toute agitation sociale capables de s'opposer à sa politique, accordait la troisième semaine de congés payés. Enfin, la quatrième semaine de congé, généralisée en 1969, était encore une des conséquences de la vague de grèves de mai et juin 1968. Lâchés sous la pression reven-

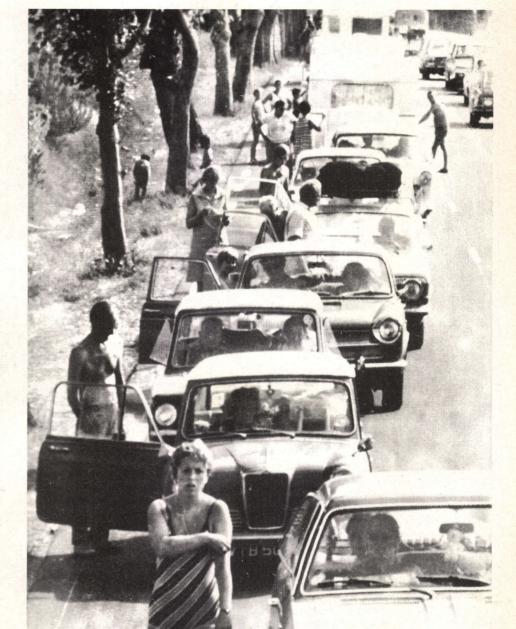
dicative, les congés payés ne relèvent d'aucune politique sociale du gouvernement et font peser le poids de leur inorganisation sur l'ensemble des travailleurs, ainsi d'ailleurs, que sur les capitalistes eux-mêmes. Sur les travailleurs d'abord, qui, pour fuir les lieux de travail, les villes malsaines polluées, encombrées, se retrouvent tous en même temps, aux mêmes endroits payant en fatigue physique et morale l'entassement inévitable. Des équipements sociaux et de loisirs, des structures d'accueil, trop insuffisants et souvent trop chers sont incapables d'offrir aux enfants et aux parents le cadre qui leur serait nécessaire. Mais cette désorganisation pèse aussi sur les capitalistes, l'absurdité du système se fait sentir qui paralyse pendant un mois entier l'ensemble de l'économie du pays jusque dans les détails puisqu'il tient souvent de l'exploit de trouver dans les villes désertées un médecin, un pharmacien ou tout simplement un boulanger.

Cependant, si les capitalistes sont. eux aussi à leur maniè re, victimes de leur propre système, ils s'efforcent d'en faire payer les frais aux travailleurs. Et c'est ainsi que les quatre semaines de congés payés devront être récupérées par les travailleurs pendant les quarante-huit autres semaines de l'année, par des journées de travail trop longues et trop lourdes. C'est ainsi que depuis 1936 les industries de loisirs se sont considérablement développées, permettant d'exploiter le travailleur en vacances en vidant son porte-monnaie. Trigano, le roi du camping, est un exemple des fortunes colossales qui ont pu ainsi s'édifier.

Et l'industrie des loisirs, nouveau pactole, nouvelle mine d'or pour nombre de capitalistes poursuit son expansion au mépris bien souvent, de la sécurité comme des besoins des vacanciers. On se souvient encore de la catastrophe de Val-d'Isère dont la cause essentielle était la construction à la va-vite par des promoteurs qui n'hésiteront pas à parier sur la vie des futurs habitants, d'immeubles de haute montagne.

Tels sont les aspects du tribut payé par les travailleurs à l'absence totale de politique gouvernementale en matière de loisirs. Car dans le cadre de la société capitaliste, tout autre souci que celui du profit se trouve écarté.

Et pourtant, il existe des solutions



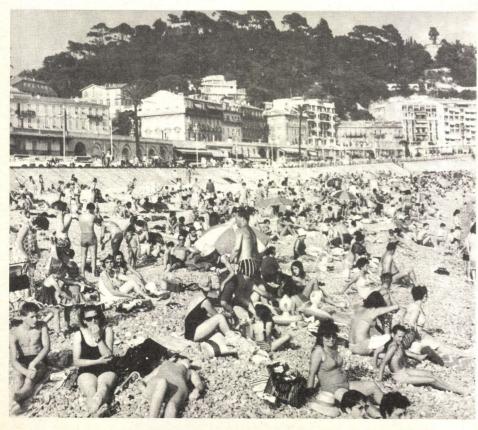
à la stupidité et à l'aberration de ce système de vacances. En effet, si la fuite des lieux de travail vers les lieux de vacances, est si attendue, si désirée, c'est que dans notre société, le travail est pire qu'une corvée. Il vide le travailleur de toute son énergie, l'accable et l'abrutit au point que la vie quotidienne se résume le plus souvent au schéma « métro-boulotdodo », sans qu'il puisse s'en évader. La diminution de la journée de travail (et, à l'heure actuelle, le degré de développement technique permettrait une réduction considérable, de 3 ou 5 heures par exemple) en soulageant quotidiennement les travailleurs, rendrait moins impératif et moins urgent le besoin de fuir vers d'autres horizons, non seulement aux vacances, mais chaque week-end.

D'autre part, l'étalement des congés c'est-à-dire la possibilité pleine et entière offerte à tous les travailleurs de prendre leurs vacances quand ils le désirent, supprimerait du même coup l'entassement sur les plages et dans les campings, les embouteillages sur les routes et les accidents, etc. Mais cela suppose une refonte totale de l'enseignement et des équipements nécessaires à l'accueil des enfants dont les parents partiraient en vacances. A l'heure actuelle l'Education nationale se contente de fermer ses portes trois mois durant, sans se préoccuper le moins du monde de ce que deviennent pendant ce temps les enfants dont les parents travaillent et qui n'ont pas les moyens de les envoyer en colonies de vacances ou ailleurs. Un tel étalement des congés suppose aussi un roulemnt perpétuel, assurant que les travailleurs en vacances seraient remplacés dans leur activité, alors

qu'aujourd'hui, le plus souvent, la période de vacances pour les uns se traduit par une surcharge de travail pour les autres.

Enfin, cet étalement des vacances, supposerait aussi que tous jouissent de salaires suffisants pour leur permettre d'aller où ils veulent et quand ils le veulent. Encore une fois, à notre époque, les moyens de communication sont parvenus à un niveau de développement considérable. Il serait normal et juste que ceux qui produisent les richesses de la société puissent bénéficier de ces mêmes richesses. Et entre autres choses, puissent emprunter les avions supersoniques ou les paquebots au long cours pour partir vers les pays et les paysages de leur choix.

A l'heure actuelle, seulement un travailleur sur deux environ part chaque année en vacances, et beaucoup moins encore partent à l'étranger. Parce que la société capitaliste est incapable de se préoccuper de ceux qui vivent dans son sein, et la font vivre, toutes les mesures que pourra prendre le gouvernement pour tenter d'améliorer le système des congés actuels, ne pourront être qu'emplâtre sur jambe de bois, que vaines tentatives pour vider l'océan avec une petite cuillère. Car pour permettre à chacun de vivre, non seulement pendant les quatre petites semaines de congés payés, et encore dans de bien précaires conditions le plus souvent, mais pour vivre pleinement tous les jours de chaque année, il faudra bâtir une société organisée en fonction des besoins de l'immense majorité des travailleurs et non en fonction des intérêts d'une poignée de capita-



L. PLAIN.

La Ligue Communiste quitte le Secours Rouge

A Ligue Communiste a donc décidé lors de son dernier congrès de mettre un point final à son activité au sein du Secours Rouge. Constatant l'impossibilité de la cohabitation avec les courants maoïstes-spontanéistes, elle s'est prononcée pour un cartel d'organisations destiné à coordonner la lutte contre la répression. Soit dit en passant, quelques jours après cette décision, les ex-dirigeants staliniens les plus en vue qui étaient à la tête du Secours Rouge, Tillon, Chaintron et Pannequin, ont donné à leur tour leur démission.

Ainsi, la tentative de la Ligue de créer une organisation politique de masse dominée par elle finit sans gloire. Et il ne pouvait pas en être autrement.

Depuis le début du Secours Rouge, nous ne cessions de répéter que l'ambiguïté, les équivoques, les compromissions sur lesquelles cette organisation a été édifiée ne peuvent que desservir les courants révolutionnaires et se retourner contre eux.

Nous avons écrit qu'on ne joue

pas impunément avec l'équivoque entre une organisation de solidarité et de défense contre la répression, aux objectifs limités et bien définis, et une « organisation unitaire de masse ». Il fallait savoir si l'on voulait l'une ou l'autre et le dire clairement. Et au cas où l'on eût choisi la seconde, il fallait savoir également qu'une organisation politique unitaire, regroupant plusieurs tendances du mouvement gauchiste, ne se fait pas sans un accord clair et net entre ces diverses tendances, sans un programme

Or, tout en se disant une organisation de solidarité contre la répression, le Secours Rouge a été dès son origine une organisation gauchiste de plus, avec des perspectives et des activités propres, avec une direction propre, avec des adhésions individuelles. Une organisation qui regroupait à la fois des réformistes, des staliniens, des gauchistes dans le vrai sens du terme et des révolutionnaires; une organisation dont l'unité apparente n'a pu être obtenue pendant une courte période que parce que les

courants révolutionnaires, dont la Ligue, ont accepté de mettre leur programme et leur drapeau dans la poche. Autrement dit, parce que les courants révolutionnaires ont accepté de se fondre dans un magma confus; ils ont même joué un rôle essentiel dans l'édification du Secours Rouge tel qu'il est et tel que la Ligue lui reproche aujour-d'hui d'être.

Le bilan de l'activité de la Ligue au sein du Secours Rouge tel qu'il apparaît après sa démission, c'est qu'elle a puissamment contribué à créer une organisation regroupant les courants maoïstes-spontanéistes, résultat que ces courants auraient eu bien du mal à atteindre tout seuls.

En quittant le Secours Rouge, la Ligue reconnaît aujourd'hui implicitement qu'elle s'était trompée. En politique, surtout sur des questions de cette importance-là, il vaut mieux prévoir — et éviter — ce genre d'erreurs avant de l'avoir commis qu'après. Mais apparemment, même aujourd'hui, la Ligue ne semble pas reconnaître qu'elle a commis une erreur.

Prétendra-t-elle que ce n'est pas sa politique à l'égard du Secours Rouge qui était fausse, mais que ce sont les circonstances — en l'occurrence l'attitude des autres courants — qui ont changé ? L'organisation internationale dont se réclame la Ligue a malheureusement une riche tradition d'explications de ce genre ; quand les résultats d'une politique désastreuse devinrent par trop évidents, combien de fois la IV Internationale n'en a-telle pas accusé les circonstances ou le retournement d'hommes avec lesquels elle s'est compromis, de Tito à Ben Bella?

Ce sont là cependant des pratiques indignes des révolutionnaires. Non point en vertu d'une morale abstraite, mais parce que les révolutionnaires ont besoin de clarté, ils ont besoin d'apprendre y compris de leurs erreurs; il faut qu'ils les connaissent

reconnaissent.

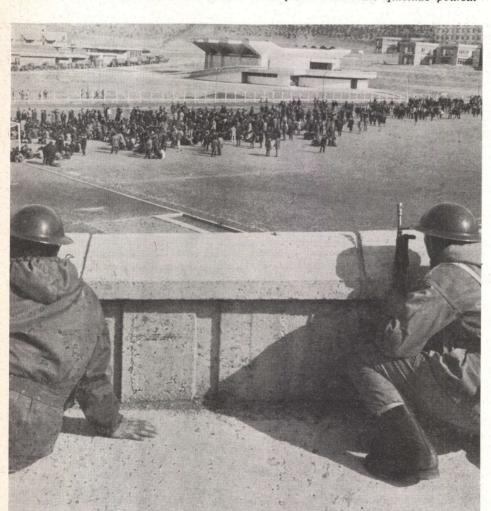
Les camarades de la Ligue seraient-ils donc persuadés du contraire ?

Georges KALDY.

Chasse à l'homme en Turquie

ANDIS que les projecteurs de l'actualité étaient dirigés sur le rapt et la séquestration d'une adolescente de 14 ans par deux membres de l'Armée de Libération Populaire Turque (ALPT), se développait une gigantesque chasse à l'homme dans toute la Turquie.

Par centaines, les opposants sont jetés en prison. La police multiplie les perquisitions arbitraires; s'acharnant, et c'est significatif selon les témoins, sur les livres, quel que soit leur contenu. Les récits des traitements vexatoires se multiplient. Dans le même temps, la presse de droite contribue à développer un véritable climat de pogrom contre tout ce qui se situe à gauche dans le pays. Elle appelle ouvertement la population à collaborer activement avec les forces de l'ordre dans leur chasse aux terroristes. Elle offre des primes à qui dénoncerait les personnes recherchées. Ainsi, créet-elle une psychose de délation. Par ailleurs, les groupements religieux et les forces d'extrême-droite, fortement armés et disposant de sommes considérables peuvent en toute quiétude poursui-



Les soldats turcs surveillent le campus de l'université d'Ankara.

(UPI)



Un homme est abattu dans la rue sans sommation.

(UPI)

vre leur entraînement militaire dans les camps dont l'existence est connue de tous

Dans cette atmosphère, les autorités militaires ont tout champ libre pour réprimer. Sur les 58 « terroristes » recherchés pour « banditisme urbain », 31 ont été capturés et 6 ont été tués sans autre forme de procès.

Aujourd'hui, la Turquie des flics et des bourgeois est engagée dans une véritable chasse aux sorcières. Elle est prête à la chasse aux communistes et à tout ce qui sera qualifié de tel. Et dans certains milieux ultra-conservateurs, on envisage d'ailleurs ouvertement, nous dit-on, l'hypothèse d'une liquidation physique des communistes.

Toutes les bonnes âmes s'indignent du terrorisme et de la violence de quelques gauchistes ou supposés tels. Mais la violence, elle est d'abord le fait des possédants et de leur appareil de répression, qui tue, emprisonne, torture, brûle les livres, et cela le plus ouvertement du monde et naturellement dans la plus totale impunité. L'image de la Turquie de ces derniers jours en est, une fois encore, la sinistre illustration.

J.-P. VALI.

Comploteurs internationaux

UATRE ex-guérilleros guatémaltèques, qui se trouvaient au Mexique, ont été expulsés au mois d'avril. Arrivés au Guatémala, ils furent assassinés par l'armée guatémaltèque, après une fusillade à Malacatan, près de la frontière.

Après enquête sur le déroulement de l'assassinat de ces quatre guérilleros, il s'avère, d'après la mère de trois d'entre eux, qu'ils se trouvaient légalement sur le territoire mexicain, avec passeports en règle, et que c'est pour une infraction infime (en tant que touristes, ils n'avaient pas le droit d'acheter un

commerce, ce qu'ils avaient fait), qu'ils avaient été arrêtés le 29 mars et mis au secret, puis expulsés.

Au fond, ce qu'on leur reprochait, c'est d'avoir été des révolutionnaires. Tout le reste n'a été que prétexte pour se débarrasser d'eux, même si cela devait les conduire à la mort.

Solidarité entre gouvernants ou réflexe de ciasse, cela revient au même! Et là, bien entendu, on n'évoque pas de complot international. C'est tout na-

turel, entre flics et militaires du mon-

de, on se serre les coudes.

Pierre PLUMIER.

PRECURSEUR DE LA LUTTE CONTRE LES TRUSTS PETROLIERS

Il y a 20 ans, le docteur Mossadegh, nationalisait les compagnies pétrolières anglaises d'Iran

A crise pétrolière qui a commencé en 1951 en Iran par la nationalisation des compagnies anglaises, a été la première tentative d'un gouvernement national d'un pays sous-développé de remettre en cause dans ce domaine l'hégémonie des grandes compagnies du cartel international.

Cette tentative a été un échec. Parce qu'il refusait de s'appuyer sur les masses populaires, le gouvernement de Mossadegh a été renversé par un complot de l'armée organisé par la C.I.A.

Et cette tentative s'est finalement soldée par un repartage du pillage impérialiste au profit des U.S.A. et au détriment de l'Angleterre.

Mais cette tentative n'a pas été inutile. En osant porter la main sur les possessions des grands trusts mondiaux, le docteur Mossadegh a donné le branle au mouvement nationaliste qui allait secouer le Moyen-Orient.

L y a 20 ans, le président du Conseil iranien, le docteur Mossadegh, décrétait la nationalisation du pétrole.

L'Iran, bien qu'extrêmement sousdéveloppé, était alors parmi les premiers pays producteurs de pétrole.

A la tête de cette richesse se tenait, depuis 1901, l'A.I.O.C. (Anglolranian Oil Company), sous contrôle du gouvernement britannique, puisque depuis 1912 l'amirauté possédait 51 % des parts.

Cette compagnie, toute puissante sur près de 100 000 kilomètres carrés, constituait un véritable Etat dans l'Etat, avec son personnel, ses installations (la raffinerie d'Abadan est la plus grande du monde), son service de renseignements, sa police...

C'est pratiquement elle qui donnait son agrément aux présidents du Conseil, qui choisissait les députés, etc. En revanche elle octroyait à l'Iran des royalties (redevances) de 10 millions de livres sterling (1949), soit moins de la moitié des impôts sur les bénéfices déclarés (28 millions de livres la même année).

C'est elle aussi qui aurait fait échouer les pourparlers Iran - U.R.-S.S. sur le pétrole, en 1946.

En 1949, le Parlement rejetait une proposition tendant à relever les royalties : même si l'A.I.O.C. était prête à l'accepter, les députés iraniens voulaient plus : le président du Conseil, pro-anglais, était assassiné (mars 1951).

Mossadegh arriva au pouvoir, et ce fut la nationalisation. Il est à souligner que le nouveau président du Conseil n'avait rien d'un homme de gauche : bourgeois libéral, milliardaire dans un pays où l'ouvrier agricole gagne 90 centimes par jour (le kg de riz vaut 80 centimes), il s'appuyait sur un parti violemment anticommuniste. Ce ne fut que plus tard qu'il se rapprocha du parti populaire Toudeh, pro-communiste, lorsque les événements l'obligèrent à regarder vers l'U.R.S.S.

La crise se développa en deux temps : d'abord la Cour de Justice Internationale fut saisie d'une plainte du gouvernement britannique. En 1951 elle donna raison aux Anglais,



Le 16 août 1953, l'émeute gronde. On déboulonne les statues du Shah qui s'enfuit. Trois jours plus tard, Mossadegh est renversé. Le général Zahedi lui succède. La répression sera sanglante contre le parti Tudeh et ceux qui sont censés lui

puis en 1952 elle se déclara incompétente.

appartenir. Elle dure d'ailleurs encore.

Dès lors, l'action juridique ayant échoué, le gouvernement britannique engagea l'épreuve de force.

Le prêt sollicité par Mossadegh auprès des Américains fut refusé. Le personnel britannique, techniciens et cadres, commença à être rapatrié. La France, à qui avait été demandé d'assurer la production, c'est-à-dire de remplacer purement et simplement l'Angleterre, sous condition de former les techniciens iraniens, refusa.

L'Angleterre interdit le transport du pétrole iranien; des pétroliers italiens et japonais qui voulaient profiter de l'occasion, furent boycottés et n'essayèrent pas longtemps de le faire.

Ainsi l'Iran ne put non seulement plus produire beaucoup (sa production tomba de 30 millions de tonnes à 1 million), mais il lui devint impossible d'écouler ses stocks. La sainte alliance des impérialistes se nouait contre l'Iran.

Au printemps 1953, poussé par la logique de la situation, Mossadegh se tourna vers l'U.R.S.S.

C'en était trop pour les impérialistes : un complot de la C.I.A. (services secrets américains) appuyé par l'armée renversait Mossadegh et le mettait en prison, tandis que le Général Zahedi était porté au pouvoir par le Shah. Les négociations sur le pétrole reprirent : un accord fut signé qui laissait à l'Iran la propriété des installations, mais qui confiait la vente du pétrole à un consortium formé pour 40 % par l'A.I.O.C. (qui devient British Petroleum ou BP), 40 % de trusts américains, 14 % Shell et 6 % Française des Pétroles.

L'A.I.O.C. fut indemnisée, mais en revanche les Etats-Unis consentaient un prêt, en gage de bonne volonté.

En fait, à défaut de la reconnaissance de la souveraineté nationale sur les champs pétrolifères, ce n'est qu'un simple accord de gérance. Aux dires des experts, d'ailleurs, cet accord ne rapporta pas plus à l'Iran que celui qu'il avait refusé en 1949.

Les trusts n'ont pas oublié de se manger entre eux : les capitaux américains ont profité aussi de la crise pour s'implanter aux dépens des capitaux anglais.

Ainsi l'une des premières tentatives d'un pays sous-développé pour échapper à l'orbite impérialiste, et pour développer son économie nationale, en nationalisant le pétrole (richesse naturelle qui peut être un atout maître à l'échelle mondiale), a été brisée dans l'œuf.

La sacro-sainte alliance des brigands impérialistes a mis le pays à genoux, et il en subit encore aujourd'hui, les conséquences.

Jean DUGAY.



« Le docteur Mossadegh se prend pour le Gandhi persan. Mais Gandhi ne possédait qu'une chèvre et 400 millions de fidèles, tandis que Mossadegh est milliardaire et n'a même pas un bouc pour le suivre. » Mossadegh ne deviendra populaire qu'après la loi de nationalisation.



L'Egypte va-t-elle vers l'Est, ou l'Ouest?

A visite de Nicolas Podgorny au Caire, le 27 mai dernier, s'est achevée par la signature d'un traité soviéto - égyptien « d'amitié et de coopération », dont on a souligné qu'il était l'un des plus avancés jamais signés entre l'U.R.S.S. et un pays non membre du « bloc soviétique ». Le traité précise que les deux parties continueront de développer leurs échanges et leur coopération dans tous les domaines. En particulier, l'U.R.S.S. continuera son aide militaire à l'Egypte.

Ce traité survient quinze jours à peine après que Anouar El Sadate ait « liquidé », de la façon très démocratique que l'on sait, ses principaux rivaux au sein de l'appareil d'Etat égyptien, en les envoyant au bagne d'Abou Zaabal, lieu tristement célèbre où Nasser laissa croupir pendant des années les communistes égyptiens — tout en coopérant avec l'U.R.S.S. - Les ministres éliminés étant les plus liés à l'U.R.S.S., les partisans de la coopération la plus étroite avec ce pays, il semblait bien que la purge déclenchée pouvait être intreprétée comme un « virage à l'ouest » de l'Egypte. Que penser alors de la visite de Podgorny et des assurances qu'il a obtenues de la part d'Anouar El Sadate?

Le traité soviéto-égyptien vient, en fait, ramener ce « virage à l'ouest » à ses justes proportions. Anouar El Sadate vient d'éliminer ses rivaux et de les envoyer au bagne. Ce n'est là que le processus de sélection d'un nouveau « Raïs », un épisode de la lutte pour la succession de Nasser, dont Sadate a gagné la première manche. Une telle lutte obscure, dans les coulisses du pouvoir, n'est pas l'apanage de l'Egypte, mais tient lieu de vie politique dans de nombreux pays. C'est de la même façon que Nasser évinça Neguib, ou que Krouchtchev évinça

ses rivaux, avant d'être lui-même évin-

Mais de là à voir, dans ce conflit ouvert à la tête de l'Etat, un conflit entre deux politiques, l'une orientée vers l'Est, l'autre vers l'Ouest, il y a un pas que beaucoup ont franchi un peu vite. Bien sûr, l'élimination de ministres connus comme « pro-soviétiques » a pu être interprétée comme un appel du pied aux Etats-Unis, comme des gages donnés à Washington de la bonne volonté de l'Egypte. Mais l'Egypte a déjà donné maintes fois à l'Occident des gages de bonne volonté, du temps de Sadate comme du temps de Nasser. Car c'est bien Nasser qui a, l'été dernier, accepté le « Plan Rogers » de règlement du conflit israélo-arabe. C'est Nasser également qui a laissé faire le massacre des Palestiniens qu'impliquait le « Plan Rogers ». Sur ce plan, Sadate n'est que le digne continuateur de sa politique, dans sa recherche d'un compromis avec Israël imposé par les grandes puissances, et en premier lieu par les Etats-Unis.

Il en est de même dans le domaine des relations avec l'U.R.S.S. Les gages de bonne volonté donnés aux Etats-Unis, en tant que maîtres de la situation au Proche-Orient, n'ont jamais signifié que les dirigeants égyptiens - pas plus Nasser que El Sadate - aient abandonné ou sacrifié quoi que ce soit de ce que pouvait leur apporter l'U.R.S.S., sous peine de scier la branche sur laquelle ils étaient assis. L'« anti-impérialisme » de Nasser s'est limité, dans le passé, à aller demander à l'U.R.S.S. ce que les U.S.A. ne voulaient pas donner à l'Egypte. Ainsi, le barrage d'Assouan n'a-t-il été construit par l'U.R.S.S. que parce que, au dernier moment, les Etats-Unis ont retiré leurs crédits. Ainsi, la nationalisation du canal de



En haut : banderole dans les rues du Caire écrite en russe. « Le peuple égyptien tiendra jusqu'à la victoire ». (Ph. U.P.I.) En bas : Anouar El Sadate, après Rogers, avec Podgorny. (Ph. AFP).

Suez n'a-t-elle été que la réponse aux exigences occidentales. Le « neutra-lisme » de Nasser, son « socialisme arabe », n'étaient que des noms pompeux donnés à une politique de bascule entre les deux blocs. Jouer l'U.R.S.S. contre les Etats-Unis, afin d'obtenir de l'un ce qu'on ne peut obtenir de l'autre, voilà tout ce qu'il y a d'« anti-impérialiste » dans le régime que Sadate a hérité de Nasser.

Ainsi, les assurances données à l'U.R.S.S. le 27 mai dernier, quinze jours après l'élimination de ministres « pro-soviétiques », n'ont pas lieu de surprendre. Elles sont dans la nature même du régime égyptien et de sa politique de balance entre les deux blocs. Et si quelque chose a changé en Egypte, ce n'est pas cela. Car si Sadate continue Nasser dans sa po-

litique, il ne bénéficie pas aujourd'hui de la légende et des illusions que Nasser avait réussi à créer autour de sa personne.

Le Nasser de la conférence de Bandœng, « leader anti-impérialiste », le « neutraliste », le « socialiste arabe », le grand illusioniste n'est plus. Il est mort, alors même que les illusions qu'il avait suscitées, le prestige qu'il avait gagné, étaient fort mal en point et les limites de sa politique étaient devenues claires bien avant qu'une crise cardiaque le terrasse en octobre dernier.

Sadate s'efforce aujourd'hui de recréer le mythe nassérien. Mais dans cette tâche, il aura bien du mal.

André FRYS.

Crise à Madagascar

A « crise politique » qui touche actuellement Madagascar intéresse visiblement plus l'ensemble de la presse que la révolte et la répression qui se déroulèrent ces derniers mois, faisant des milliers de victimes, morts, déportations, condamnations, etc.

Ces deux faits — que bien sûr nous, nous ne plaçons pas sur le même plan — ont cependant une cause commune : le sous-développement de Madagascar, la misère de la population et la mise en place d'une dictature camouflée en démocratie, « œuvre » de l'impérialisme français avant l'indépendance officielle de Madagascar en 1962.

Pour une fois d'ailleurs, l'ensemble de la presse non seulement n'a pas cru les raisons officielles de la destitution et de l'emprisonnement de l'ex-vice-président de la République Malgache, c'est-à-dire sa prétendue collusion avec une puissance étrangère, mais n'a même pas cherché à inventer des raisons politiques, des divergences, pour les expliquer, tant était claire la seule et unique raison : la lutte pour le pouvoir.

C'est que Resampa était le mieux placé pour la succession de Tsiranana, l'actuel chef du gouvernement malgache : n'avait-il pas été, jusques il y a quelques mois, le ministre de l'Intérieur, et le secrétaire général du parti gouvernemental (parti dit « social-démocrate », qui truste 104 des 107 sièges du Parlement et revendique un million d'adhérents — précisons que l'adhésion, et surtout la cotisation, sont pratiquement obligatoires pour les paysans), n'avait-il pas pratiquement gouverné le pays pendant la maladie et l'absence de Tsiranana?

Parce que les prochaines élections à la présidence ont lieu en 1972, parce que Tsiranana, bien que vieux et malade, n'entend pas encore renoncer au pouvoir absolu que lui confère la Constitution, parce que d'autres de ses successeurs éventuels se sont inquiétés de la montée de Resampa, celui-ci, après être presque parvenu au faîte de l'échelle du pouvoir, se retrouve en prison.

Et la façon dont il a été écarté n'a rien d'étonnant : c'est le lot commun de toutes les dictatures, de tous les régimes qui ne tiennent que par la force, que de n'avoir d'autres solutions que cette même force pour régler leurs problèmes internes, si minimes soient-ils.

Car ce qui les inquiète tous, vainqueurs et vaincus de la course au pouvoir, c'est le risque d'intervention de la population dans leurs querelles intestines. Et dans ce domaine, ne serait-ce que des élections un peu plus libres, ne serait-ce qu'une lutte entre plusieurs aspirants au pouvoir, peuvent être dangereuses, car elles permettraient aux masses d'exprimer leur mécontentement, aux opposants de se compter, aux espoirs de se raf-

Et actuellement, plus qu'à aucun autre moment, une telle liberté, si limitée soit-elle, pourrait avoir de graves conséquences pour les tenants du pouvoir. Car la crise « au sommet » se double d'une crise bien plus dangereuse pour l'ensemble du régime. Dans le Sud de l'île, les paysans se sont révoltés. Les révoltes qui, semble-t-il, ont été spontanées et matées, peuvent faire tache d'huile.

C'est Resampa lui-même d'ailleurs qui, bien que déjà plus ou moins en disgrâce, s'est chargé de ramener « le calme » dans le Sud de l'île on sait par quels moyens.

Resampa, Tsiranana et consorts font bien partie de la même clique. Et si la crise politique ouverte par les querelles de succession peut favoriser l'expression des oppositions et de la colère populaire, il n'en reste pas moins que l'avenir du peuple malgache ne passe en aucune façon par la victoire de telle ou telle clique de l'actuel pouvoir.

Sylvie FRIEDMAN.

Le sort lamentable des vi



La retraite à 60 ans avec 800 F par mois, une utopie... pour Chaban et Ceyrac

ES syndicats revendiquent la retraite à 60 ans, au moins égale à 75 % du salaire et au taux minimum de 800 F par mois. Cela n'a rien de mirobolant. Cette revendication vise à obtenir pour les travailleurs français ce qui existe déjà dans certains pays du Marché commun.

Cela n'a pourtant pas empêché MM. Chaban-Delmas et Ceyrac (vice-président du CNPF) de s'indigner contre un tel projet tout à fait «insensé». Il paraît que cela coûterait 100 milliards à l'Etat, et que le poids de ces nouveaux «inactifs» serait insupportable.

Comme on n'est jamais trop hypocrite, la Commission des prestations sociales du VI° Plan mettait en garde contre « les départs précipités » à la retraite « qui rompent trop brutalement l'équilibre biologique et psychique des intéressés ». On ne saurait marquer plus de sollicitude envers les vieux travailleurs...

Les retraités coûtent-ils cher?

D'après les calculs du gouvernement, les revendications des syndicats, si elles étaient satisfaites, reviendraient à 100 milliards de francs. Ce chiffre est évidemment complètement faux. Pour ne prendre qu'un exemple, ce total de 100 milliards est obtenu en ajoutant à bien d'autres choses, le manque à gagner dû aux pertes de cotisations à la Caisse vieillesse des travailleurs de 60 à 65 ans qui prendraient leur retraite. Comme s'ils n'allaient pas être remplacés par de jeunes cotisants, des chômeurs, des immigrés. Preuve une fois de plus qu'on peut être un haut cadre, sorti d'une grande école et avoir une plume servile. Qu'importe, cela semble

Le chiffre est visiblement destiné à impressionner l'opinion publique. Rendez-vous compte, tous ces vieux, ils vont nous ruiner! Pour rendre la chose plus spectaculaire, on a rapproché ce chiffre du budget afinuel

de l'Etat: 177 milliards en 1971. Seulement ce rapprochement ne signifie rien puisque ce n'est pas l'Etat qui finance l'essentiel des retraites, mais les travailleurs eux-mêmes.

Car la retraite n'est après tout qu'un salaire différé. Le travailleur cotise toute sa vie de salarié, dès son premier mois d'embauche, pour une retraite qu'il n'est pas sûr de connaître.

On a donc beau multiplier les additions, ce sont les travailleurs qui financent eux-mêmes leur retraite, et plutôt deux fois qu'une. En effet, à l'heure actuelle, l'espérance moyenne de vie d'un manœuvre se situe entre 59 et 62 ans. Celle d'un ouvrier entre 63 et 65 ans.

Cela signifie, qu'en moyenne, un ouvrier irançais ne vit pas assez long-temps pour profiter de la retraite. Ceux qui meurent avant compensent ceux qui vivent quelques années après. Et comme Mme Soleil n'a pas encore communiqué aux Caisses de retraites la date fatidique exacte de chacun, tout le monde cotise!

En somme, tout se passe comme si le capitalisme français exploitait l'ouvrier français moyen... jusqu'à ce que mort s'ensuive, entre 60 et 65 ans. Donc, comme la retraite est un « droit », à partir de 65 anş... la plus belle retraite de l'ouvrier moyen se trouve encore au paradis.

Aussi, dans un pays où l'espérance de vie de l'ouvrier ne dépasse pas 65 ans, parler du « coût » excessif de la retraite est-il une aimable plaisanterie.

Et la revendication syndicale d'une retraite à 60 ans pour une retraite minimum de 800 F ne revient finalement qu'à exiger de la bourgeoisie qu'elle accorde au vieux travailleur usé et épuisé, quelques années de survie à peine décente. Il faut être un homme de gouvernement bourgeois pour qualifier ces revendications d'insensées!

Des inactifs?

Le deuxième argument-massue du gouvernement et du CNPF est que

LORS qu'au début du siècle rares étaient les travailleurs qui, usés, atteignaient un âge avancé, les personnes âgées sont aujourd'hui de plus en plus nombreuses. Le nombre des personnes de plus de 65 ans est passé en France de 1962 à 1970, de cinq millions et demi à plus de six millions et demi soit de 11,8 à 12,9 % de la population totale. L'« espérance de vie » est aujourd'hui supérieure en moyenne à 70 ans.

Cet allongement de la vie ne signifie pas que les conditions de vie de
la masse de la population soient devenues particulièrement enviables. Il
résulte essentiellement des progrès
de la lutte contre les maladies infectieuses. Il n'est d'ailleurs même pas
propre aux pays industriels : dans les
pays sous-développés on vit aussi
de plus en plus vieux ou plutôt on
meurt de moins en moins jeune.

Si notre société est capable de nous empêcher de mourir trop jeunes, elle est bien incapable, ne serait-ce que de nous assurer une vieillesse décente. Les millions de retraités qui ont parfois cotisé pendant 40 ans ne touchent que 40 % de leur ancien salaire. Bien souvent, c'est juste de quoi survivre dans la misère.

l'abaissement de l'âge de la retraite « alourdira le poids des inactifs pour l'économie ».

Car pour ces gens-là, qui ont vécu toute leur vie du travail des autres, un ouvrier qui quitte la chaîne ou la machine après y avoir été rivé pendant 30, 40 ans et plus, qui toute sa vie a sué du profit, qui n'a connu comme activité essentielle sinon unique que la cadence à fournir, eh bien cet ouvrier-là, quand il arrive au bout du rouleau est un INACTIF! Nous souhaitons à tous les hommes politiques, tous les PDG de 70 ans, à l'apogée de leur « activité », au meilleur de leur forme, d'avoir dépensé autant d'activité productrice pendant leur vie l'ouvrier « inactif » de 65 ans en a fourni

Mais évidemment, quand ils ne parlent pas de leur cas personnel, les exploiteurs ont du mal à imaginer « l'activité » sous une autre forme que le travail exploité.

Des inactifs, ces exploités, dont deux millions vivent avec moins de 30 000 anciens francs par mois ? Des inactifs ceux qui ont fait toute leur vie la semaine de travail la plus longue du Marché commun ? Dans ces conditions, le travailleur retraité est moins qu'un « inactif » : c'est un citron pressé. Et s'il obtient la retraite à 60 ans, ce sera encore un citron ... très légèrement moins pressé.

Comment ne pas rompre l'équilibre biologique et psychique?

Nous tenons à enlever aux exploiteurs leur dernier scrupule. Non, messieurs, la retraite à 60 ans ne rompra pas brutalement l'équilibre biologique et psychique. L'équilibre « biologique » de l'ouvrier rivé à sa machine, son équilibre « psychique » qu'il a réussi à trouver en faisant ses cadences, eh bien, cet « équilibre » là, le travailleur est prêt à le rompre. Et bien avant 60 ans. Pour tout vous avouer, dès le premier jour où il travaille, à 18, à 20 ans.

Par ailleurs, un million trois cent mille personnes âgées ne disposent même pas de ce minimum et n'ont pour toute ressource que les 3.300 F par an, 9,16 F par jour, que leur alloue généreusement l'Etat en guise de « solidarité» ! Et beaucoup d'autres ont à peine plus. Voilà donc ce qui attend les travailleurs après avoir trimé toute une vie : n'avoir plus de place nulle part, avoir comme seul droit celui d'attendre la mort discrètement. Le « cocotier » où paraît-il, certains primitifs de l'Océanie obligeaient les vieillards à monter et qui est devenu un symbole de barbarie était au moins moins hypocrite.

Mais ce sort lamentable, nos patrons et nos gouvernants le trouvent encore bien doux. Pompidou, dans sa grande générosité, va jusqu'à pro-

Les les de



Car, dans notre société, c'est le travail qui, en faisant du salarié un être exploité et aliéné, rompt l'équilibre biologique et psychique qui devrait être celui de l'homme. Comment la retraite pourrait-elle accroître cette rupture ?

Elle ne peut sans doute pas l'effacer non plus. Mais qu'au crépuscule de sa vie, le vieux travailleur puisse souffler un peu, non pas dans l'opulence, bien sûr, mais sans trop de crainte de la misère, c'est bien le minimum que l'on puisse demander.

Que gouvernants et patrons puissent trouver que c'est trop, voilà qui remet à leur juste place les grands discours sur la « nouvelle société ».

Huguette CHEVIREAU

eillards

mettre d'augmenter l'allocation mensuelle minimum de... 10 F tout en précisant que c'est là s'engager dans une voie bien dangereuse pour l'état des finances. Quant à Ceyrac, viceprésident du C.N.P.F., constatant qu'il n'y a que 4 personnes actives sur dix, il a déclaré : « Pour accroître les retraites actuelles, il faudra que les actifs acceptent soit de voir leur pouvoir d'achat progresser moins rapidement, soit de travailler davantage ».

Alors que la productivité du travail depuis 25 ans a été multipliée par six, de telles déclarations sonnent comme la condamnation sans appel de notre système économique actuel par ses propres représentants.

Jean HAINAUT



vieux et iroblèmes a retraite

NE large fraction des travailleurs âgés aspire à la retraite. Parmi les plus exploités, nombre d'entre eux, usés précocément, n'arriveront pas à 65 ans et succomberont à l'atelier à quelques années, voire quelques mois de la

production, il n'en était pas moins le lieu d'une communauté humaine de camarades de travail. Sorti de la production, le vieux travailleur est souvent rejeté de toute vie sociale. Nombre, parmi les moins solides, n'y résistent pas.

Car tout favorise la solitude des

autorités font mine régulièrement de s'intéresser. Des plans et des rapports de hauts fonctionnaires se succèdent prévoyant des améliorations généralement réduites mais qui ne sont même pas mises en application. On a même vu, au nom de la solidarité, nos gouvernants faire passer un nouvel impôt dont le produit... a été grossir les bénéfices des grosses sociétés bourgeoises. Ce fut le cas de la fameuse vignette automobile qu'il fallait, paraît-il, payer pour que les vieillards aient une retraite décente! En fait, le gouvernement ne se préoccupe des retraités que pour des raisons électorales et n'a rien tenté pour les sortir un tant soit peu de la gêne et de la misère.

Mais même si la lutte syndicale permettait d'obtenir pour tous la retraite à 60 ans avec 800 F minimum, ce progrès — considérable — ne permettrait de résoudre qu'une fraction des problèmes de la masse des retraités

Car, et c'est évident pour les moins mal lotis, cela ne résoudrait pas le problème de l'isolement social, de l'inutilité ressentie des retraités visà-vis de la collectivité, coupés, du fait même de la retraite, de la société des hommes qui luttent, travaillent, agissent, vivent enfin. un travail, que les conditions d'existence quotidienne permettent tout juste de tenir au jour le jour, le vieux travailleur usé n'est plus effectivement capable, souvent, de se réadapter. Le monde bourgeois lui interdit les loisirs, la culture, tout ce qui lui aurait permis de s'enrichir humainement en vieillissant. Seuls quelques individus puisent en eux-mêmes assez de ressources pour transformer leurs dernières années.

La seule solution à cette situation c'est évidemment la suppression de cette société de classe. Celle qui fait qu'un homme effectue toujours le même travail spécialisé, divisé. Celle qui fait qu'il est réduit à une parcelle d'homme où certaines qualités sont hypertrophiées, incapables d'élargir sa vision. Il faut supprimer enfin l'homme robot pour supprimer la vieillesse désarmée.

Il n'y a pas d'autres solutions que la rotation des tâches, la diminution massive du temps de travail, l'apparition d'une nouvelle espèce d'hommes non spécialisés, à la fois intellectuels et manuels, qui auraient tous à un moment donné de leur vie exercé des responsabilités, participé à la vie culturelle, multiplié les expériences qui permettent à quelques hommes de la bourgeoisie d'atteindre un certain optimum de leurs connais-

Le principe de la retraite une aberration de la société capitaliste

date légale après quarante ou quarante-cinq années de travail.

Mais les favorisés, libérés de l'exploitation, n'en ont pas, pour avoir quitté l'usine, fini avec leurs problèmes. Une nouvelle vie commence. Après la course contre la mort par l'usure à l'atelier, c'est la mise au rancart, la solitude dans la misère, pour affronter la triste fin de vie réservée par cette société aux exploités.

Non seulement la misère matérielle...

Misère bien sûr, pour les deux millions de vieux qui vivent avec l'extrême minimum mais vie médiocre, aux possibilités réduites même pour ceux dont une retraite complémentaire, ou un petit revenu améliore l'ordinaire, car l'oisiveté coûte cher à remplir dans un monde où tout se paye. Misère morale aussi car si oppressant qu'ait été le cadre de la

vieux travailleurs. La dissolution des anciens liens familiaux, la dispersion des enfants, la mort du conjoint âgé, la maladie qui isole. Dans les cas extrêmes, cela peut conduire aux limites de la misère physiologique et morale dans des hospices de vieux ou les hôpitaux. Abandon lâche par la société de producteurs qui ne peuvent plus se défendre ou qui ne servent plus à rien puisqu'ils sont inexploitables.

Les quelques solutions offertes pour pallier à l'isolement social, les maisons de retraite, cette mise à l'écart collective des vieux entre eux, garde souvent, même quand une retraite décente permet d'obtenir un confort minimum, une désespérante tristesse.

... mais aussi la solitude

A cette situation souvent dramatique, fréquemment scandaleuse, les

Changer La vie tout entière

Ce naufrage de la vieillesse, nulle fatalité biologique ne l'impose. Les sociétés primitives ou patriarcales faisaient souvent aux vieux un sort enviable. Porteurs de l'expérience, de la sagesse et de la connaissance, ils transmettaient aux jeunes leur savoir et dirigeaient leur communauté. Ce rôle subsiste encore d'ailleurs, dans une certaine mesure, dans les grandes familles bourgeoises.

Mais dans la société de classe, on ne demande pas aux producteurs d'élargir leur expérience. Pour les plus opprimés d'entre eux, les ouvriers spécialisés, ou les manœuvres aux gros travaux, seule la force physique représente un critère de qualité. Et suivant ce critère-là la vieillesse est un échec irrémédiable. Quand toute sa vie on a été rompu à

sances à 80 ans comme de Gaulle ou Churchill, ou d'être encore actifs à 70 ans comme nombre de hauts cadres de cette société, non dans le but de produire jusqu'à la fin mais pour garder leur place active dans la société des hommes.

La retraite, les vacances sont les substituts bourgeois à ces solutions. Sous le socialisme, il n'y aura pas besoin de retraites socialement organisées, de vacances prises en masse, la vie elle-même sera telle que le travail cessera d'être le lieu de l'aliénation des hommes pour être celui de leur accomplissement. Dans la société future, les hommes vieux ne seront mis au rancart ni individuellement ni collectivement. Ils assumeront leur rôle, et qui ne sera pas mince, dans la société des hommes libérés. Aussi, n'auront-ils ni besoin ni envie de retraite.

Pierre BERGER.

LA SITUATION SOCIALE ET LES PERSPECTIVES DES RÉVOLUTIONNAIRES

rouge hebdornsdaire de la lou communiste

La plupart des journaux d'extrême-gauche soulignent le caractère extrêmement favorable au développement de la propagande et de l'implantation des révolutionnaires de la période qui s'est ouverte avec les grèves de mai 1971.

Ainsi, l'éditorial de Rouge, n° 116 du 31 mai, affirme :

« Ces larges débordements de la politique contractuelle et du calendrier des festivités bureaucratiques ne débouchent pas ou peu sur l'autorganisation de la lutte par ces travailleurs combatifs, sauf là où des militants révolutionnaires en nombre peuvent la susciter et la défendre face aux bonzes liquidateurs.

Les gars reprennent le boulot, mais attendent l'occasion de remettre ça.

Les luttes en nombre impression-

nant se juxtaposent mais restent étrangères les unes aux autres, et même Renault n'a pas déclenché de raz de marée.

Les travailleurs ont fait l'expérience de Mai 68. Les réacs du Figaro ont tort de se frotter le menton, et Séguy de repousser le fantôme de « l'aventure »; les travailleurs n'ont pas peur de mai 68, mais ils sentent confusément que dans le moment présent une lutte d'ensemble n'a pas d'issue.

Mais ils maintiennent le rapport de forces : on ne se laisse pas marcher sur les pieds sur les conditions de travail et sur les salaires. On charrie copieusement les dirigeants syndicaux les plus crapuleux (eh oui Sylvain!). On tolère de moins en moins les exclusives contre les militants révolutionnaires : les staliniens n'ont pas réussi à nettoyer les comités de grève de quelques départements de Billancourt. A Knutange, un fort détachement de la C.G.T. s'est senti obligé de venir s'expliquer à la réunion de bilan de la Ligue. Travailleurs et militants accumulent les expériences de la lutte et des bureaucraties.

C'est la situation idéale pour l'implantation des idées et des militants révolutionnaires pourvu que nous sachions combiner une triple intervention

1) Pendant les luttes, le poids central de nos organisations doit développer l'information et le soutien matériel autour de la grève. Cette tâche a été à tort négligée autour de Renault. Cela a permis le sabotage de ce travail par les directions syndicales qui n'ont même pas ramassé de quoi soulager les seuls grévistes du Mans : 130 millions avaient été collectés pour Batignolles!

2) Tout doit être fait pour susciter la mise sur pied de comités de lutte et de comités de grève animant démocratiquement le mouvement, investissant de responsabilités le maximum de travailleurs.

3) Les bureaucraties craignent comme la peste cette participation organisée des travailleurs en lutte. Il est tellement moins dangereux pour leurs petits intérêts de caste de manœuvrer un meeting non structuré!

Ne peuvent résister à leurs manipulations et imposer ces organes de démocratie ouvrière que les militants éduqués. Ils apparaissent nombreux dans ces luttes. Ils regardent à présent vers les organisations qui se sont imposées dans toutes les campagnes délaissées par le P.C.F. (Répression, Vietnam, Commune...).

Il nous faut les organiser et les former. »

du peuple? J'ACCUSE

Dans une perspective à peu près semblable, mais avec une analyse d'ensemble infiniment plus optimiste, La Cause du Peuple - J'accuse écrit dans son numéro 2 :

Mai 71 a cristallisé cette gauche qui dans les usines dispute aux syndicats le droit de parler au nom de la majorité des ouvriers. Elle formule ici ses méthodes et ses objectifs (voir l'article : « des O.3 parlent ce que nous voulons, tout »). Elle combat frontalement le despotisme qui, né de la discipline de la fabrique, pèse aujourd'hui en France sur toute la vie du peuple. Ce que l'avenir nous réserve de démocratie dépend de ces batailles.

Toutes les plaies du despotisme dévoilées par les vagues de contestation depuis mai 68 sont affrontées en bloc. Nul hasard si la majorité des O.S. de Billancourt est formée d'immigrés. Et si ceux du Mans sont des paysans ruinés. Nul étonnement non plus quand les négociateurs patronaux et syndicaux se parent de l'autorité de ceux qui savent : ils savent l' « économie », ils calculent la « rentabilité », ils connaissent l'ordre, ils ne savent en fait qu'une chose : il ne faut jamais se révolter. Qu'ensei-

gnaient d'autre les universités quand elles trouvaient encore des oreilles attentives à leurs pal cres?

Racisme, flicage de. esprits, surveillance, contrôle, mér ris du travail manuel, hiérarchie: les plus exploités sont aussi les plus opprimés. L'O.S. n'est pas une exception extraordinaire dans une France satisfaite; simplement, les systèmes d'oppression qui étouffent l'ensemble du peuple, c'est sur lui qu'ils pèsent le plus lourd.

Ouand l'O.S. affirme : « je veux vivre », sa rebellion est la pointe de la révolte générale contre le despotis-

LA FIN SANS GLOIRE DE LA « PAIX SYNDICALE »

La reprise à Renault ne calme pas les inquiétudes de la presse bourgeoise. A juste titre : le théâtre des négociations syndicats-patrons n'illusionne plus, le prestige des responsables syndicaux affichant des victoires en papier tombe à zéro. La photosouvenir des dix-huit jours de Billancourt reste celle du vendredi 22 : Sylvain, le ponte C.G.T., planqué derrière les grilles fermées de la porte Zola, essayant à grands coups de sono d'attirer 500 ouvriers qui lui tournent le dos pour participer à un meeting improvisé du comité de lutte où jeunes, vieux, Français et immigrés disent leur colère.

Le système de la « paix syndicale », avec son cortège de négociations au sommet, d'accords à longue échéance, de grèves bidon administrées comme des tranquillisants par les directions C.G.T., trouve une fin sans gloire.

trihune a

Pour Tribune Socialiste, également, c'est le moment pour les révolutionnaires de rallier la nouvelle « avant garde ouvrière » qui apparaît actuellement. On peut lire dans le numéro 498, de l'hebdomadaire du P.S.U. :

« C'est bien cela qui est la grande leçon des luttes actuelles. Le contrô-le qu'avaient jusqu'à présent les organisations traditionnelles de la classe ouvrière sur les mouvements revendicatifs est de moins en moins serré. Leurs formes d'organisation adaptées à des actions de pression sur le patronat et à des négociations régulières sont de plus en plus en

porte-à-faux, lorsque les luttes s'orientent, même confusément, vers le refus du salariat et des rapports de travail capitalistes.

En ce sens, la grande question qui a été posée et qui reste posée dans la conjoncture actuelle, est celle du renouvellement du mouvement ouvrier et de ses formes d'organisation, qu'elles soient syndicales ou politiques. Il serait tout à fait prématuré d'affirmer que les réponses ont été vraiment fournies et que la classe ouvrière est en voie de dépasser facilement les divisions catégorielles au sein même de l'activité revendicative, voire de surmonter les obstacles à sa propre politisation. Mais ce qui est clair c'est que dans toutes les luttes se dégage peu à peu une avantgarde ouvrière qui ne se reconnaît plus dans les vieux thèmes, dans la routine héritée de dizaines d'années d'électoralisme. Si nous savons lui montrer la voie de l'action révolutionnaire, les données du jeu politique peuvent être totalement boulever-

RÉVOLUTION!

De nombreux périodiques consacrent actuellement des suppléments plus spécialement centrés sur tel ou tel aspect de l'activité des groupes révolutionnaires.

Ainsi, Révolution consacre un supplément intitulé « Travailleurs français - immigrés, MEME COMBAT » à la lutte des travailleurs immigrés dans les foyers et développe à cet occasion la démagogie ou l'erreur qui consiste à flatter les sentiments nationalistes des travailleurs arabes. Ce travers n'est malheureusement pas spécifique au groupe Révolution.

Dans ces conditions, et alors que l'administration Nixon essaye par la spectaculaire mission diplomatique de Rogers d'apparaître comme le seul arbitre possible, notre soutien est indispensable. Nous ne laisserons pas la Résistance palestinienne seule face au sionisme et à l'impérialisme, aux menées contre-révolutionnaires de l'U.R.S.S., aux armées des bourgeoisies arabes!

Les travailleurs immigrés savent que, pour assurer la victoire de leurs luttes, le soutien des travailleurs et des étudiants français est très important; les combattants palestiniens ont, eux aussi, besoin de notre soutien pour vaincre. Les travailleurs arabes savent que, si la Résistance était vaincue, c'est leur meilleur allié qui disparaîtrait. Nous nous mobiliserons massivement pour défendre la Résistance palestinienne.

Ici, en France, les luttes que mènent les travailleurs immigrés dans les quartiers, les foyers, organisés en comités de locataires, sont les mêmes que celles qu'ils mènent contre les bourgeoisies arabes et l'impérialisme. C'est en s'organisant de manière autonome pour ces deux combats qu'ils seront le mieux à même de lier leur lutte à celle des travailleurs français tant dans la lutte contre le patron que dans la lutte contre l'impérialisme.

Le gouvernement français, ennemi de la Résistance palestinienne, cherche lui aussi à l'isoler en empêchant les travailleurs immigrés arabes de la soutenir : nous devons défendre contre la répression policière les travailleurs immigrés qui soutiennent leurs frères palestiniens.

DEFENDONS ACTIVEMENT LA RE-SISTANCE PALESTINIENNE! PALESTINE VAINCRA!

VIVE LA REVOLUTION SOCIALIS-TE ARABE!

Depuis 25 ans Renault banc d'essai de la politique anti-ouvrière

du gouvernement

A grève Renault qui vient de s'achever a montré une fois de plus l'importance que le gouvernement donne à cette entreprise. En tentant de faire preuve de fermeté, tentative qui est d'ailleurs un demi-échec, il voulait à la fois donner au patronat dans son ensemble un exemple, en même temps qu'il craignait qu'un recul chez Renault ne soit un encouragement à l'ensemble du mouvement revendicatif qu'il tente d'endiguer avec l'aide des syndicats. Renault se trouve ainsi confirmée comme usine pilote. Mais cette tradition n'est pas nouvelle.

Depuis la guerre le gouvernement a fait de la Régie le banc d'essai de la politique sociale de négociation ou de répression. Ainsi quand il a fait licencier 3 000 travailleurs sous prétexte de récession, ainsi quand il a tenté de corseter les 100 000 salariés dans des accords d'entreprise qui devaient les neutraliser en octroyant un certain nombre d'avantages, le plus souvent illusoires : troisième semaine, puis quatrième semaine de congés, actionnariat, mensualisation... Le contenu de ces accords devait en outre canaliser les revendications des syndicats à l'échelle nationale dans la voie la moins coûteuse

Cette politique a connu un certain succès : mais sur l'essentiel, en finir avec les grèves et spécialement les grèves sans préavis, maintenir la paix sociale, elle a échoué.

UAND Renault éternue la France s'enrhume ». Cette vérité ne date pas d'hier. Dès avant la guerre, Renault a en quelque sorte constitué le « thermomètre » et aussi le pôle d'attraction vers lequel regarde la classe ouvrière.

C'est l'importance, au point de vue social, de cette usine qui regroupa selon les époques de 20 000 à 40 000 métallos, qui poussa le gouvernement à la nationaliser en 1945. Décision qui s'appuyait, il faut le dire sur un concours de circonstances assez excep-

Toutes les entreprises nécessaires à la reconstruction du pays étaient à tel point détruites par la guerre que leur remise en route n'était pas rentable pour des capitalistes privés : ainsi le gaz, l'électricité, les transports, les charbonnages, etc; il fallut les nationaliser.

La seule entreprise « rentable » à être nationalisée fut Renault. Louis Renault avait non seulement été proallemand au début de la guerre, comme tout un chacun, mais avait continué à afficher ses sympathies pro-nazies jusqu'à la Libération! Mal lui en prit : il fut mis en prison - il fallait bien faire un exemple — et ses usines confisquées et nationalisées.

Dès lors, Renault devint plus qu'un symbole : alors que dans une entreprise privée, le patron pouvait, selon la combativité de ses ouvriers et sa propre capacité de résistance, céder ou ne pas céder, en n'engageant que sa propre responsabilité, chez Renault c'était l'Etat qui était directement en face des travailleurs, et qui, par ce fait, engageait la politique patronale en France.

Ceci explique la politique du gournement en ce qui concerne Renault. Il est pris entre deux risques : en ne cédant rien, s'il n'arrive pas à briser ouvertement la combativité des travailleurs de la Régie assez rapi-

dement, il risque l'extension de la aussi l'extension de la grève, les travailleurs des autres entreprises interobtenir également.

C'est ainsi qu'en 1947, la grève de Renault d'avril - mai, qui réussit à se développer contre la C.G.T. et le P.C.F. alors au gouvernement, déclencha une vague de grèves qui obligea le gouvernement à mettre au rancart sa politique de blocage des sa-

En 1950, le gouvernement crut avoir trouvé une solution-miracle pour éviter les conflits chez Renault : l'accord d'entreprise. Alors que les ouvriers venaient de faire un mois de grève sans obtenir les 15 F de l'heure demandés, la Direction octroyait 5 F, sans lutte, par cet accord. En contrepartie, les syndicats acceptaient qu'il ne puisse pas y avoir de grève sans un préavis de trois jours.

Cela n'empêcha d'ailleurs pas les grèves de 1952 et 1953, qui, dans le contexte politique et social de l'époque — isolement et aventurisme du Parti communiste — se soldèrent par des échecs ou des demi-échecs suivis de licenciements en nombre.

En 1955, un nouvel accord d'entreprise accordait des avantages un peu plus consistants, tels la troisième semaine de congés payés, des indemnités complémentaires aux prestations de la Sécurité sociale en cas de maladie et la retraite complémen-

C'est que le gouvernement préférait prévenir plutôt que guérir : les conflits violents qui avaient éclaté à Nantes et à Saint-Nazaire menaçaient de faire tache d'huile, tandis que les forces de répression, armée, gardes mobiles, C.R.S., se trouvaient pour la plupart en Afrique du Nord où avait éclaté l'insurrection algérienne. Il

grève. En cédant trop vite, il risque prétant les avantages obtenus par Renault comme un dû qu'ils doivent

> fallait absolument éviter que les ouvriers de Renault se mettent en grève dans un pays bouleversé par les débuts de la guerre d'Algérie et vivement intéressé déjà par les grèves de l'Ouest.

Fin 1962, la reconduction des accords amena la quatrième semaine de congés payés, avantage qui ne coûtait à la Régie que 2 % de la masse salariale, mais qui semblait important aux yeux de la masse des

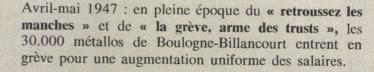
Là aussi, il y avait un calcul gouvernemental : une certaine morosité, comme on dirait aujourd'hui, se développait et laissait présager un hiver et un printemps mouvementés du point de vue social. Par cet accord, la Direction de la Régie et le gouvernement faisaient d'une pierre deux coups : ils écartaient Renault des luttes futures, et ils donnaient d'avance le cadre des revendications qui allaient être accordées.

Cette prévoyance porta d'ailleurs ses fruits puisque Renault ne bougea pas lors de la grande grève des mineurs de l'hiver 1963 qui amena justement l'extension de l'application de la quatrième semaine de congés à une large fraction des travailleurs.

En 1968, c'est la grève chez Renault qui amena la C.G.T. à généraliser la grève pour garder la direction des luttes. C'est aussi chez Renault que C.G.T. et gouvernement poussèrent le plus à la reprise pour inciter les autres usines à cesser la grève.

Et aujourd'hui, si le gouvernement a préféré, avec l'aide de la C.G.T., perdre des milliards plutôt que de satisfaire pleinement les grévistes du Mans, c'est qu'il sait bien que toute victoire, même minime, chez Renault, sert aussitôt de référence à une bonne partie de la classe ouvrière française, et, bon gré mal gré, au patro-

S. FRIEDMAN.



- Comment cette grève s'est-elle déroulée ?
- Quel rôle les militants révolutionnaires ont-ils joué dans cette lutte?
- Quelles leçons doivent-ils en tirer pour les luttes à venir?

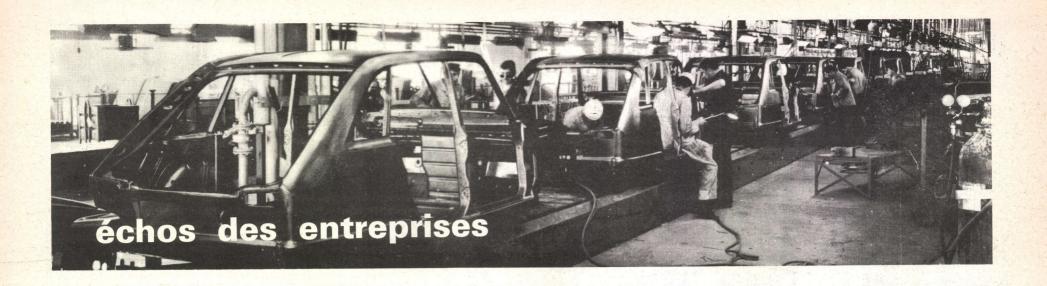
C'est à ces questions, et à bien d'autres, que répond la brochure éditée par Lutte Ouvrière :

La grève Renault d'avril - mai 1947

96 pages

3 francs





QUAND LA DIRECTION SE "PRÉOCCUPE" **DES TRAVAILLEURS**

cours maison

• Ducellier

La Direction, qui ne néglige décidément rien pour tenter de faire de nous des travailleurs tout dévoués à la cause patronale a mis au point un système de « bourrage de crâne ».

On a droit à des « cours » de manutention, à des « cours » dits d'O.S.T., à des films sur la manière de toujours mieux et plus produire. On fait appel à notre esprit d'initiative, à notre sens des responsabilités, mais aussi bien sûr de la discipline.

Si la Direction tient à perdre son temps en tentant de nous convaincre qu'augmenter les cadences est dans notre intérêt, ça la regarde; le malheur, c'est qu'elle nous fait perdre le nôtre. Si toutefois elle tient absolument à œuvrer dans notre intérêt, nous pouvons à notre tour lui prodiguer des conseils : qu'elle augmente donc tout de suite nos salaires et améliore nos conditions de travail. Ça lui éviterait peut-être certains déboires...



agents de propagande de la direction

• Leroy-Somer (Rabion - Angoulême)

Depuis la reprise du travail, nous avons tous pu voir ou écouter, dans tous les ateliers, des chefs qui, n'ayant pas peur du ridicule, font de la propagande patronale auprès de ceux qui veulent bien les écouter. Ils s'y mettent à midi aussi bien que pendant les heures de travail, mais dans tous les cas, il en est qui n'hésitent pas à rester des heures durant à essayer de nous convaincre.

Tout y passe, depuis l'épouvantail de la faillite, si une grève se reproduisait, en passant par les perspectives de promotion jusqu'à la propagande antisyndicale et anti-révolutionnaire. Malheureusement, si certains copains n'ont pas toujours su les renvoyer à leur niche, en grande majorité, nous les avons vu venir avec leurs gros sabots, et nombreux sont ceux qui rigolaient bien en racontant ça aux copains!

Une chose est certaine, c'est que nous commençons à en avoir marre de les voir insister en nous répétant, avec leurs airs hypocrites, qu'ils « ne veulent pas nous influencer ». Ils ne gagnent qu'à nous exaspérer davantage. Et il se pourrait bien qu'un jour nous perdions patience...

une leçon de dignité

• Michelin (Clermont-Ferrand)

A BFE Carmes, dans l'atelier B 30, nos camarades qui fabriquent des boîtiers électriques sont tous des handicapés, reclassés après avoir été accidentés à la production.

Avant remarqué que le travail fourni était rentable, la Direction envoya un chrono soi-disant pour « réorganisation ». Mais pour nous, qui dit chrono dit cadences. Aussi, dès que ce dernier est arrivé lundi matin, nos camarades ont refusé de travailler tant qu'il serait présent, malgré les pressions du délégué patronal leur faisant remarquer qu'ils avaient un « poste de faveur ». Belle faveur que celle de Michelin qui, après avoir usé les travailleurs à la production, tente de continuer d'en tirer le maximum de profit!

Mais sans se laisser intimider, nos camarades ont su faire échec aux manœuvres patronales et obliger le chrono à repartir. Une bonne leçon de dignité pour la Maison.

LES TRAVAILLEURS ET LES TRANSPORTS EN COMMUN

la S.N.C.F. nous roule

• Chantiers de l'Atlantique

A partir du 24 mai, la S.N.C.F. compte avancer les horaires de départ des trains ouvriers du Croisic. de 10 minutes.

Résultat : tous ceux d'entre nous qui sont obligés de prendre le train pour venir à l'usine, devront partir de chez eux 10 minutes plus tôt.

Pour la S.N.C.F., il s'agit une fois de plus de faire l'économie d'une micheline qui faisait le même trajet que le train ouvrier, et n'était pas rentable.

Le voilà bien ce service soi-disant public qui, loin de se préoccuper des besoins de ses passagers, augmente sans cesse ses tarifs et compte encore faire des économies sur notre dos.

Tous les camarades qui viennent de la côte passent parfois 2, 3 ou même 4 heures en temps de transport chaque jour. Alors, n'acceptons pas de nous lever 10 minutes plus tôt chaque jour.

De plus, les Directions des Chantiers et de Babcock savent très bien mettre en service des cars gratuits, destinés à assurer le ramassage des ingénieurs et cadres qui habitent sur la côte.

Alors, pourquoi n'en serait-il pas de même pour nous tous? C'est cela que nous devons revendiquer.

AVIS L'horaire du premier train est avancé de 10 minutes. Cadeau de la SNCF: elle ne fera pas payer le tarif des wagons-lits.

la hausse des transports

• Olier (Clermont-Ferrand)

Depuis ce lundi, es tarifs de la T.C.R.C. ont aug menté de 20 %. La carte de vingt trajets est passée de 17 F à 19 F et le trajet simple de 1 F à 1 F 20. Et il est à craindre que cela ait des répercussions sur les transports ouvriers qui ont déjà augmenté il y a peu de temps.

La compagnie de cars serait en déficit à cause des charges salariales. C'est se moquer du monde : on cherche à nous faire oublier que nous payons en réalité deux fois. D'abord sous forme d'impôts puisque la T.C.R.C. reçoit une subvention de plusieurs dizaines de millions du Conseil général, puis en tickets. Cela n'empêche pas la dégradation des conditions de voyage. On est souvent debout, entassé dans des véhicules inconfortables et surtout mal répartis. Alors, bien des gens prennent leur voiture, ce qui entraîne des embouteillages, sans parler de la pollution.

Cette situation est inadmissible. Nous devons manifester notre mécontentement devant ces hausses. Exigeons des transports corrects et gratuits, à la charge de l'Etat et des patrons.

DROLES DE SYNDICALISTES!

des marchands d'église

Ducellier (usine d'Issoire)



Après avoir occupé son temps à vendre toutes sortes de marchandises à prix réduits (des bas... aux œufs en chocolat), le C.E. vient de passer les bornes : ce sont maintenant des médailles religieuses qu'il propose!

On s'attendrait plutôt, de la part de militants ouvriers, à une dénonciation de la religion comme « opium du peuple ».

N'importe quoi, décidément, est bon pour que le C.E. assure son rôle de « marchand ».

délégué du personnel ou... du patron

Mavilor (L'Horme)

Il y a quinze jours, un délégué syndical nous a lu une note de la Direction pour nous rappeler que nous ne devions pas passer plus de vingt minutes au réfectoire. Sitôt fini, et comme c'était l'heure, sans rien ajouter, il s'est précipité dans l'escalier, sans doute pour nous montrer le « bon exemple ».

Jusqu'à présent, on pensait qu'un délégué était un représentant du personnel et non un porte-parole du

Débrayages à la Thomson-C.S.F.





l'usine G3 de la Thomson Gennevilliers, depuis la mi-mai, des débrayages ont lieu chez les 10 ouvriers horaires.

Tout est parti d'une assemblée générale de ces travailleurs au cours de laquelle la majorité se prononça pour une augmentation uniforme de 150 F pour tout le monde. Il faut noter que les propositions officielles de la C.G.T., visant à réformer les grilles, n'eurent aucun succès. Même les militants du P.C.F. ne s'y retrouvaient plus et les trouvaient trop compliquées

Malheureusement la forme d'action employée n'a nullement été à la hauteur de la revendication présentée. On fit des débrayages tous les jours, en général d'une heure, et par quart d'heure. Il paraît que cette nouvelle tactique générale, à entendre les délégués C.G.T., fatiguerait les patrons...

A plusieurs reprises les travailleurs horaires de G3 allèrent manifester à l'usine voisine de G2, qui a la même Direction. De nombreux ouvriers s'assirent dans les couloirs en attendant le résultat des négociations. Là encore les délégués C.G.T. veillèrent à

éviter tout débordement : ils allèrent jusqu'à recommander aux grévistes de défiler dans le silence. Si on fait tout pour ne pas déranger la marche de l'usine on ne voit vraiment pas pourquoi on fait grève!

Par ailleurs les secteurs de l'usine où il n'y avait pas de débrayages n'étaient pas mis au courant : à des camarades de l'usine Thomson G1, de l'autre côté de la rue, qui demandaient pourquoi ils n'étaient pas informés des débrayages, un responsable C.G.T. répondit que c'était une autre usine!

Bref, rien n'a été fait pour tenter d'étendre et de durcir le mouvement, seul moyen de faire reculer la Direction. Au contraire les responsables syndicaux cultivaient les illusions de certains qui croyaient qu'il suffisait de se montrer pour obtenir quelque chose.

Mais si les directions syndicales ont pu jusqu'ici contenir le mouvement dans ces formes, les travailleurs n'ont peut-être pas dit leur dernier mot.

Correspondant L.O.

M.T.C.-INDRECO (Tours)

Calomnies anti-gauchistes à la C.F.D.T.

A Manufacture Tourangelle de Confection (M.T.C.), qui appartient au groupe Indréco, a connu, l'an passé, de nombreuses difficultés, comme bon nombre d'entreprises de l'Habillement et du Textile. Comme toujours, ce sont les ouvrières qui ont fait les frais des variations de la production, connaissant tour à tour chômage partiel, licenciements et augmentation du rendement. La riposte des travailleuses, descendues dans la rue pour s'opposer aux licenciements, avait mis la M.T.C. à la une de l'agitation sociale à Tours

Cette année, la M.T.C. est en passe de faire à nouveau parler d'elle, par l'activité de la section syndicale C.F. D.T. (créée en Mai 68). Cette fois, le but de cette activité n'est pas la lutte contre le patronat rapace de la Confection, mais contre l'existence d'un bulletin révolutionnaire animé par des sympathisants de Lutte Ouvrière.

Jeudi 6 mai, le bulletin Lutte Ouvrière-M.T.C. faisait état de la situation particulièrement difficile de certaines des licenciées de 1970, attirant l'attention du Comité d'entreprise sur leur absence de ressources. Ce même bulletin critiquait par ailleurs l'obligation faite aux ouvrières de verser 1% de leur salaire au C.E.

La C.F.D.T., seul syndicat de l'entreprise, s'est sans doute sentie visée par ces articles; toujours est-il que, le soir même, à l'occasion d'une réunion d'information d'une demi-heure sur le temps de travail, une déléguée attaquait vivement Lutte Ouvrière.

A l'heure où la Direction reprend systématiquement les maigres augmentations accordées en avril, en accélérant les cadences — un secteur a débrayé le matin du 6 à ce sujet -, cette déléguée C.F.D.T. a choisi de porter l'essentiel de ses coups contre le bulletin Lutte Ouvrière. On l'a ainsi entendu soutenir sans gêne que si le C.E. n'a rien fait en faveur des licenciées, c'est que « la personne qui informe « Lutte Ouvrière » s'est servie dans la caisse du C.E. Notons en passant que la trésorière du C.E. n'est aul'accusatrice, et que, signature donne accès au C.C.P. où sont versés les fonds du C.E.! Ce fut ensuite un véritable appel au licenciement contre « la personne qui informe Lutte Ouvrière » et qui est « encore » (sic) dans l'entreprise. Enfin, pour que le tableau soit complet, la déléguée expliqua que Lutte Ouvrière était « à la solde du capitalisme ».

En ce qui concerne l'U-D.-C.F.D.T., il est difficile de dire si elle intervint dans la préparation de l'intervention, mais ce qui est sûr, c'est qu'elle laisse faire sans aucune sorte d'opposition, soucieuse plus que tout des intérêts (mal compris) de la « boutique » C.F.D.T.

Sans doute, est-ce là un aspect peu habituel de la C.F.D.T.; si sa politique n'est fondamentalement guère différente de celle de la C.G.T. à l'échelle nationale, elle est d'ordinaire bien plus tolérante que cette dernière à l'égard des gauchistes.

Est-ce à dire que son « gauchisme » n'est qu'une démagogie d'organisation minoritaire, vite jeté par-dessus bord

lorsqu'elle devient majoritaire dans un secteur ?

Correspondant L.O

Dans le cadre de leurs activités communes, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste ont édité deux brochures consacrées au problème des augmentations de salaire égales pour tous :

Une revendication juste, une revendication de classe :

augmentations des salaires égales pour tous

32 pages - 0,50 F

et

Pour l'unité de la classe ouvrière : augmentations des salaires égales pour tous

48 pages - 2 F

Ces deux brochures peuvent être commandées en écrivant à l'adresse du journal.

54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6'

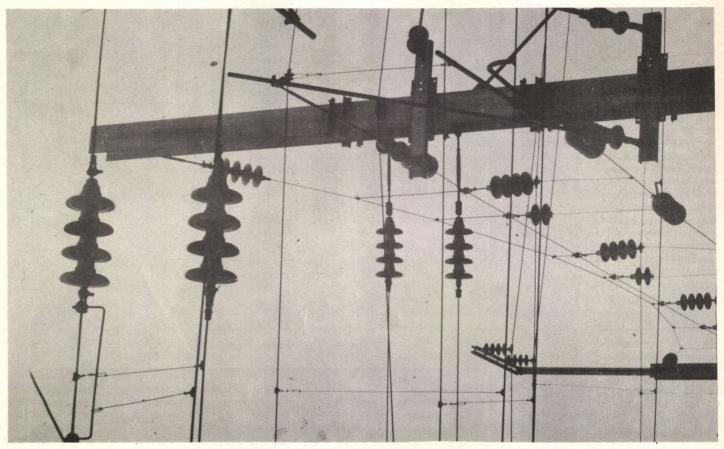
Une réforme... sur le dos des travailleurs

N nouveau découpage des régions vient d'être effectué à la S-N.C.F. : découpage qui doit aller dans le sens de la rentabilisation de ce « service public ».

Evidemment, si la S.N.C.F. y trouve son compte, les cheminots, eux, en font les frais. Ainsi à la gare de Vierzon, la moitié du personnel du service Caténaires (une douzaine d'agents) va devoir plier bagages pour aller travailler dans un village à une quarantaine de kilomètres de là. Ces mutations ne sont pas sans poser de nombreux problèmes aux cheminots concernés : problèmes de logement ou de scolarité pour les enfants et, bien souvent, perte de salaire pour ceux dont les femmes travaillent, car le village en question ne pourra fournir d'emplois.

Ne voulant pas faire face à un mécontentement trop grand des agents du service Caténaires, la S.N.C.F. emploie une tactique qui lui a fort bien réussi quand elle avait muté les agents du dépôt de Vierzon à Saint-Pierre-des-Corps (Tours) : au début, les agents ne sont pas mutés d'office et peuvent donc avoir leur résidence à Vierzon tout en allant travailler dans le nouveau secteur : les cheminots devront se rendre en train à leur travail (ce qui fera des journées de 13 h environ) ou s'y rendre en voiture (sans indemnités de déplacement évidemment). La S.N.C.F. espère ainsi que la fatigue aidant, les cheminots iront rapidement résider à Lamotte.

Pourtant, la S.N.C.F., magnanime, laisse un choix aux agents : le choix entre deux villages de la région. Elle promet de se plier aux désirs de la majorité des cheminots concernés ! En effet, le maire d'un village voisin, Nouant-le-Fuzelier, très intéressé par



ces arrivées, fait des promesses mirobolantes : piscine chauffée, logements pas chers, service de cars pour le C.E.S. voisin, emplois pour les épouses... la S.N.C.F. est bien contente de s'en tirer avec les promesses des autres!

Les cheminots des Caténaires ne l'entendent pas de cette oreille et le mécontentement est grand. Pourtant, les syndicats ne font rien (ils n'ont rien organisé non plus lors du départ du dépôt) et se contenteront peutêtre de négocier quelques cas individuels et de faire appliquer l'accord-

cadre (une indemnisation pour un O.P.F.L. — c'est-à-dire un ouvrier professionnel — correspondant à 2.000 F environ).

De plus, ces mutations vont entraîner une diminution du nombre des employés de la section V.B. (Voies-Bâtiments) de Vierzon, qui, eux, ne sont absolument pas fixés sur leur avenir.

Cette réforme de la S.N.C-F. n'a aucune justification technique : elle n'apporte aucune amélioration du service, au contraire. Voilà des nombreux exemples de rentabilisation à la S.N.C.F.: la S.N.C.F. aura supprimé 50.000 emplois d'ici 1974. Les cheminots de Vierzon sont bien placés pour le savoir : important nœud ferroviaire dans le centre, la gare de Vierzon devient petit à petit une simple gare de voyageurs et les autres services disparaissent petit à petit, mutation après mutation, ou grâce aux départs en retraite non remplacés... Visages de tous les jours de la politique de compression.

Correspondant L.O.

BANLIEUE DE TOURS : FONDERIES DE SAINT-CYR-SUR-LOIRE

Les conditions de travail à la Société Al-Aiton

'usine dont nous parle notre correspondant est un vieux batiment qui n'a jamais été conçu pour être une fonderie; il n'y existe aucun syndicat. Quant aux conditions de travail, qu'on en juge:

« C'est après un certain nombre de refus catégoriques du patron à toutes sortes de revendications, que je me décide à faire paraître dans **Lutte Ouvrière** certains faits survenus ces derniers temps dans cette société, malgré l'absence d'un syndicat.

Tout d'abord, parlons des conditions de sécurité... sur ce point, nous sommes tranquilles, il n'en existe pas. D'ailleurs, plusieurs accidents se sont produits, apportant une toute petite, petite pension d'invalidité à nos camarades. Par exemple, la rupture d'un

joint qui entraîna des brûlures graves pour un ouvrier et un arrêt de huit mois, parce que des boulons avaient été serrés et resserrés, et que certains dataient de douze ans : après cet accident, les cadres nous procurèrent des boulons neufs, mais au compte-gouttes, et uniquement pour la machine défectueuse. Un autre exemple d'accident : en cours de montage d'un moule, pour une cause « inconnue » (en fait, il n'y a aucun verrouillage électrique sur ces machines), les mâchoires se refermèrent sur le bras d'un camarade, ce qui lui valut sept mois d'arrêt (pour le moment, aucune précaution n'a été prise pour éviter ces accidents). Et l'on pourrait citer bien d'autres exemples.

Nous avons des conditions de travail, pour les machinistes, assez déplorables, à tel point que certains envient les galériens. Les jours ensoleillés, les gars travaillent en maillot de peau avec une guenille sur le front pour retenir la sueur ; il faut dire aussi qu'il n'y a aucune aération, celles qui existaient furent bouchées, parce que les « chères » bonnes sœurs du couvent d'en face prétendaient que les ouvriers les regardaient

Les monteurs de moules travaillent dans des couloirs qui ruissellent de graphite vaporisé, par des températures avoisinant les 60 ou 70° (centigrades); j'en passe, et des meilleures.

Pour les femmes, le 18 octobre 1970, furent commandées des chaises tournantes à dossiers, ce qui est imposé par la Sécurité sociale. En bien, nous avons, après plusieurs réclamations, réussi à obtenir ces chaises, mais cela seulement le 11 mai 1971. Par contre, le patron, lui, ne lésine pas sur la dépense. Cette année, d'ail-

leurs, il s'est payé une Mercédès de 38.000 F.

Nous avons aussi exposé le problème de la mensualisation, et ce fut un refus systématique du patron avec la réponse suivante : « Nous serons les derniers à le faire, et il faudra que nous y soyons obligés... »

Disons que, dans cet enfer, nous sommes une quarantaine, la plupart des ouvriers sans métier professionnel, âgés de 40 à 55 ans, et qui tiennent à conserver leur emploi, ayant peur de ne pouvoir en retrouver un autre avant 65 ans.

Cet exposé peut vous donner un avant-goût des conditions de travail dans cette société. Tout ceci n'est qu'un simple aperçu de ce qui se passe, un roman pourrait être écrit sur cette usine. »

Les employés de banque dans la rue

EUDI 3 juin, les employés de Banque étaient appelés par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. à participer à un meeting à la Bourse du Travail, pour exprimer leur mécontentement.

Au Crédit Lyonnais, où l'action a démarré il y a trois semaines, pour l'obtention d'une prime d'augmentation de capital de 1.500 F pour tous, nous nous sommes rassemblés à 8 h 30 devant le Siège Central, boulevard des Italiens.

C'est à un millier que nous avons donc défilé de Richelieu-Drouot à République pour nous rendre au meeting. La manifestation était enthousiaste. Le siogan « ce n'est qu'un début, continuons le combat », était souvent repris. Des jeunes, prenant exemple sur Renault, criaient : « Bloch-Lainé (P.D.G. du Crédit Lyonnais), salaud, le Lyonnais aura ta peau ».

A la Bourse du Travail, les autres banques étaient déjà arrivées, et il ne nous fut pas possible, pour la plupart, d'entrer dans la salle.

Les représentants des différents syndicats prirent la parole, mais rien ne fut prévu, si ce n'est que l'on nous annonça une intersyndicale le lundi 7 juin, pour décider « d'une action d'ampleur nationale ».

Après le meeting, nous serons plusieurs milliers à manifester. De République, nous arrivons à Strasbourg-Saint-Denis, bien canalisés par les flics qui nous maintiennent sur les trottoirs et « surveillés » par le service d'ordre C.G.T. du Crédit Lyonnais. Mais à partir du moment où nous commençons à emprunter le trajet des grands boulevards, les cris commencent à fuser : « dans la rue, dans la rue ».

Plusieurs dizaines de jeunes commencent à descendre les escaliers, ainsi qu'une banderole F.O.-C.F.D.T. de la C.G.I.B. Les manifestants regroupés autour de la banderole F.O. du Crédit Lyonnais, descendent à leur tour sur la rue, bientôt rejoints par le gros de la manifestation.

Les flics essaient désespérément de nous repousser, ce qui crée quelques bousculades; quelques injures sont échangées. Parallèlement, on voit les militants de la C.G.T. du Crédit Lyonnais (ceux de la C.F.D.T. y renoncent tout de suite) jouer le rôle de « flics » aux côtés des vrais, pour tenter à deux reprises de nous faire remonter sur les trottoirs, mais en vain. Certains manifestants s'assoient sur la chaussée plutôt que de revenir sur le trottoir. Un délégué C.G.T. serre les poings, disant « nous sommes débordés ».



Le personnel de la Banque lors de la manifestation.

(Ph. A.F.P.)

Finalement, tant les flics que la C.G.T. restent impuissants à nous empêcher d'occuper toute la largeur du boulevard, et nous manifesterons ainsi jusqu'au carrefour Richelieu-Drouot. Arrivés là, nombreux sont ceux qui crient « à l'A.P.B., à l'A.P.B. » (A.P.B. - Association Professionnelle des Banques)

Un responsable C.G.T. du Crédit Lyonnais annonça alors sous les huées, que comme prévu les employés devaient rentrer dans leurs services. Il est 11 h 30. Il y a du flottement, des cris, mais finalement la dislocation se fait, chaque banque empruntant un parcours différent pour rentrer. Entre temps, les flics sont renforcés par plusieurs cars qui s'installent au carrefour.

Au Crédit Lyonnais, la rentrée est un peu houleuse, plusieurs dizaines de personnes criant « trahison » aux oreilles des délégués C.G.T. A 11 h 45, les délégués des quatre syndicats sont reçus par la Direction qui maintient sa position et ne cède rien.

Parallèlement, une consultation faite dans le personnel par les syndicats donne les résultats suivants : sur 2.652 personnes consultés et 2.384 réponses, 1.700 personnes se prononcent pour la poursuite de l'action, dont 633 pour la grève illimitée et plus de 1.100 pour des mouvements plus longs que les débrayages actuels. Ce résultat prouve la combativité du personnel, mais la C.G.T. insiste sur le fait que tout le personnei n'a pas été consulté (c'est sans doute à tous les cadres « non-grévistes » qu'elle pense), pour contester la volonté du personnel. Mais malgré ces manœuvres, il va être difficile à la C.G.T. de ne pas tenir compte des résultats de cette consultation.

Correspondant L.O.

A LA B.N.P.

OUR nous, arrivés à la BNP, c'est le même cinéma de la part des délégués : remerciements et... invitation cordiale à reprendre le travail « on a assez paumé de fric, c'est pas la peine de continuer »... En tout cas, le cœur n'est pas à l'ouvrage, pendant une heure, les discussions se poursuivent. Dans l'ensemble, le personnel sent très nettement que les syndicats ne veulent pas aller plus loin; en tout cas, ils ne pourront pas invoquer le manque de combativité des employés.

Correspondant L.O.

KODAK (Vincennes)

Reprise... mais les travailleurs ne se sentent pas défaits

ROIS cents travailleurs de fabrication de Kodak Vincennes ont repris le travail jeudi 3 juin, après dix-huit jours de grève.

Ils n'ont pratiquement rien obtenu.

La Direction est restée sur ses premières propositions : passage à la catégorie supérieure au bout de six ans dans la même catégorie ou au même poste, obtention d'une catégorie supplémentaire ensuite tous les douze ans! Par ailleurs, elle crée des catégories intermédiaires, ce qui freine encore plus cet avancement à pas de tortue. Quand on fait les comptes, il faut soixante-six ans de travail pour passer à l'ancienneté de la catégorie 3 (a) (actuellement 6,23 F de l'heure) à la catégorie 4 (2) (actuellement 7,15 F de l'heure); soixante-six ans de travail pour bénéficier d'une augmentation de salaire garantie de 0,92 F!

Malgré les discours des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. (F.O. étant contre la grève), personne n'a ressenti cela comme une victoire. Par deux fois, au cours de la grève, les travailleurs de Fabrication avaient repoussé ces propositions à une majorité écrasante.

Lors du vote qui détermina la reprise le mercredi 2 juin, il y avait encore 107 travailleurs pour continuer la grève et 102 seulement pour la reprise. Mais là, les syndicats poussèrent de toutes leurs forces à la reprise, et pour tout le monde, de toute façon, il était certain qu'à cause du freinage syndical, le mouvement ne faisait que pourrir. C'est cependant au milieu de protestations et de quelques cris de « syndicats-trahison » que la reprise fut décidée.

La grève avait démarré lundi 17 ou mardi 18 mai, suivant les équipes. Il avait fallu attendre huit jours pour que les syndicats appellent l'ensemble du personnel de Fabrication (1.200 personnes en tout) à se joindre à la grève et les syndicats se sont toujours refusés à organiser les piquets que proposaient les

travailleurs aux réunions. La mollesse des dirigeants syndicaux n'incitait pas les nombreux hésitants à se joindre au mouvement. Et c'étaient les membres de la Direction qui patrouillaient devant la porte pour faire pression sur ceux qui auraient pu être tentés de rentrer au travail.

Le 27 mai, journée nationale d'action sur les retraites, l'ensemble du personnel Kodak: Vincennes, Sevran, Châlons, Marseille, était appelé à une grève de solidarité pour vingt-quatre heures. Ce qui aurait pu être un nouveau départ n'était en fait qu'un enterrement. La Direction, ce même 27 mai, refusait toujours d'accorder autre chose et, le vendredi 28, les grévistes de la Fabrication continuaient seuls alors que tous les autres membres du personnel Kodak reprenaient le travail. Il faut d'ailleurs signaler qu'à Vincennes, les mensuels ne furent pas très nombreux à débrayer, au-

cune revendication n'ayant été clairement mise en avant et les délégués n'ayant en aucune façon préparé la grè-

Après, les syndicats comptaient sur l'usure du mouvement, le découragement et les problèmes financiers. Si, le 2 juin, ils ont réussi à faire accepter la reprise sans rien d'autre d'obtenu, les travailleurs de Fabrication ne se sentent pas vaincus pour autant. Nombre d'entre eux, déjà pendant la grève, critiquaient l'inaction des syndicats. Ils sont encore plus nombreux maintenant à se rendre compte que c'est de par la volonté des syndicats que le mouvement est resté isolé.

Quoiqu'il en soit, les travailleurs de Fabrication n'ont pas repris la tête basse. Pendant dix-huit jours, ils ont défié la Direction et cette dernière n'a pas à être rassurée pour l'avenir.

Correspondant L.O.

VICKI BAUM

Le bois qui pleure

(ÉDITIONS INTERPRESSE - COPYRIGHT HÉRITIERS VICKI BAUM)

OUS entreprenons aujourd'hui la publication en feuilleton d'un roman de Vicki Baum : « Le bois qui pleure ». Ce n'est pas à proprement parler un roman, mais une suite de nouvelles, centrée chacune, autour d'un des épisodes de la culture, de l'exploitation ou de l'industrialisation du caoutchouc. En effet « Le bois qui pleure » est le nom que les Indiens d'Amérique, bien avant que l'Amérique ait été découverte, avaient donné à l'arbre à caoutchouc.

Le livre de Vicki Baum n'est ni un documentaire ni une œuvre de pure fiction. Il tient des deux à la fois. En tête de chaque nouvelle, l'auteur cite ses sources tirées de notes, brevets officiels, ouvrages d'histoire et de sciences techniques. Mais la nouvelle qui suit est la reconstitution imaginaire d'une période vécue de cette histoire, qui court sur près de deux cents ans. et qui va de l'hévéa sauvage d'Amazonie aux plantations cultivées de Malaisie et des Indes Orientales jusqu'au caoutchouc synthétique produit dans les laboratoires allemands lors de la deuxième guerre mondiale. L'histoire du caoutchouc est liée à celle de l'automobile et de l'essor industriel du XX° siècle, elle est aussi liée à l'exploitation coloniale et impérialiste des pays producteurs de l'hévéa naturel ou importé.

La somme de souffrances d'espoirs, d'avidité et de calculs qu'entraîne l'exploitation du caoutchouc à l'échelle industrielle, nous est présentée dans ce livre sous une forme à la fois profondément dramatique et humaine.

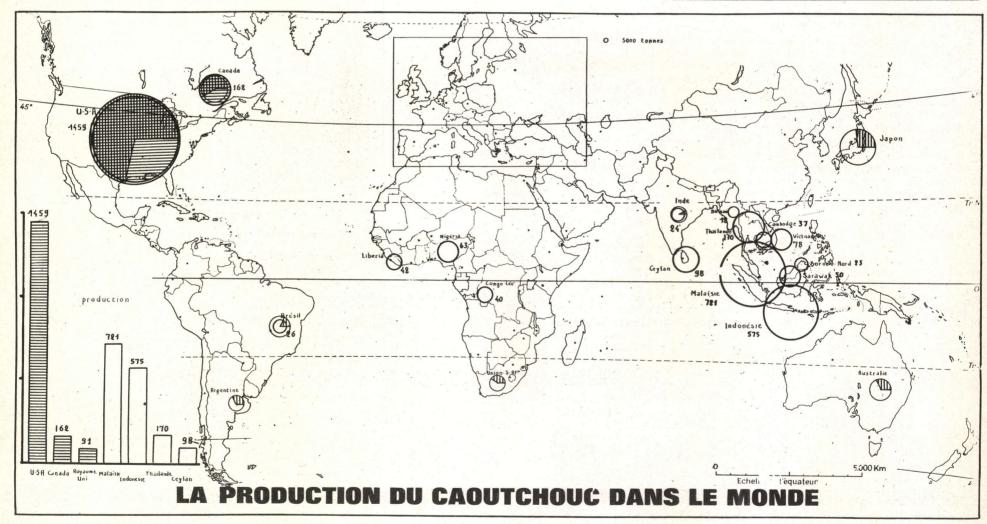
Vicki Baum n'est ni révolutionnaire, ni même socialiste. Ce n'est pas un écrivain engagé. Ni par son éducation ni par son milieu elle n'était prédestinée à comprendre et à restituer la vie quotidienne de tous ceux dont le sort se trouva lié aux différents épisodes de l'exploitation du caoutchouc. Et pourtant son livre est de ce point de vue remarquable. Qu'il s'agisse des communautés indiennes du Brésil ou du Pérou, ou de l'ouvrier américain qui travaille le caoutchouc dans ces usines modernes où l'exploitation se perfectionne au fil des années, c'est de « l'intérieur » que Vicki Baum nous fait vivre le calvaire des hommes et la décomposition d'une civilisation et d'un mode de vie.

« Le bois qui pleure » est un ouvrage trop long pour que nous puissions le reproduire en entier. Nous n'en publierons que des extraits, les nouvelles les plus significatives mais nous invitons nos lecteurs à lire le roman dans sa totalité, s'ils ont la chance de pouvoir se le procurer. A romancière Vicki Baum est née à Vienne en 1888 mais c'est en Amérique qu'elle se fixe et qu'elle écrit la plus grande partie de son œuvre. Naturalisée américaine, elle meurt en Californie en 1961.

Vicki Baum a beaucoup écrit et son œuvre est très inégale, mais cette romancière, bourgeoise de culture et de formation, a été passionnée par son époque et les extraordinaires bouleversements qui ont marqué le XX° siècle.

Le qualificatif d'humaniste est aujourd'hui bien galvaudé, c'est pourtant lui qui caractérise le mieux l'œuvre de la romancière, Même dans ses ouvrages les plus commerciaux et les plus futiles, on retrouve cet amour de l'humanité, cette compréhension profonde et spontanée de groupes ou de communautés humaines très divers qui fait l'intérêt véritable de ses romans.

Parmi ces productions dignes d'être remarquées, citons : « Sang et volupté à Bali » (malgré son titre exécrable) et « Bombes sur Shangaï ». Ce ne sont pas, précisons-le, des ouvrages politiques, mais tous ceux pour qui le mot socialisme signifie aussi respect de l'extraordinaire variété et richesse des civilisations humaines et confiance en l'homme, trouveront dans ces romans de quoi alimenter leurs convictions.



Presque tout le caoutchouc du monde est extrait du latex d'un arbre connu sous le nom de « Hevea Brasiliensis », appartenant à la famille des Euphorbiacées.

Au point de vue chimique, le caoutchouc est un hydrocarbure dont l'unité de structure est la molécule d'isoprène représentée par la jormule empirique (C5H8) x — dans laquelle la valeur de x n'a pas encore été déterminée.

Les Indiens d'Amérique qui trouvèrent l'arbre à caoutchouc longtemps avant que l'Amérique fût découverte, l'appelaient « cahucu » ou « cauchu », ce qui signifie : le bois qui pleure.

MISSION A PARA

Lorsque Pater Anselmus, le jeune Manuel et ses quatre Indiens atteignirent enfin le Rio Negro, ils n'avaient pas mangé depuis au moins cinq jours.

Auparavant déjà, leur réserve de farinha épuisée, ils n'avaient vécu que du gibier que les Indiens étaient parvenus à abattre avec leurs longues flèches. La faune était rare dans les profondeurs sauvages et désolées où ils s'étaient aventurés. Ils n'avaient surpris ni poissons ni tortues au cours de leur navigation le long des étroits paranhas, à travers l'inconnu, dans des régions qui n'avaient encore reçu la visite d'aucun blanc — soldats portugais, prêtre ou Espagnol de l'Orénoque - ni même, semblait-il, d'une quelconque de ces tribus indiennes à la recherch desquelles Pater Anselmus était parti, afin de les convertir avec l'aide de Dieu et de la Sainte Vierge. Pas le moindre signe de vie derrière les lourdes voilures végétales qui pendaient des franges de la forêt jusque dans les étroites veines d'eau. Il y avait peu d'insectes, moustiques ou fourmis, Dieu soit loué, mais il n'y avait pas non plus de ces chenilles velues et dodues que les Indiens arrachent des souches pourries, pour sucer leurs intérieurs. Rien qu'un profond et noir silence,

brisé seulement par le bruit léger des pales et rendu plus menaçant encore par le vide qui creusait leurs estomacs.

Quand les paranhas s'élargirent enfin, quand une vague piste tracée dans la jungle mais de nouveau reconquise par la végétation, et quelque chose d'impalpable dans l'air avertirent les sens éveillés du jeune Manuel qu'ils approchaient des terres habitées, Pater Anselmus Pfungst prononça une prière à haute voix et ordonna aux Indiens de se joindre à lui, ce qu'ils firent, pleins d'espoir. Mais lorsque la vaste étendue du Rio Negro aux eaux de cristal s'ouvrit devant eux, ils se trouvaient à plusieurs jours en aval de leur mission de Sao Gabriel. Voyant que dans l'état de sous-alimentation où ils se trouvaient, ses compagnons étaient trop faibles pour ramer contre le courant, Pater Anselmus les aida à tirer le canoë sur la rive et à construire un feu pour la nuit. Manuel, qui était jeune et vigoureux, et le meilleur chasseur de la troupe, s'arma d'un carquois, d'une sarbacane et de flèches, et

s'effaça parmi les troncs, les lianes et les buissons, pour tenter de surprendre quelque gibier. D'un petit étui de gomme attaché à son cou, Pater Anselmus sortit une miniature de la Vierge et récita machinalement cinq Ave Maria. Le Père portait toujours sur lui cette peinture. Il la montrait aux païens pour leur donner un aperçu de la beauté de la mère de Dieu, ou la plaçait sur un autel de fortune devant lequel ses compagnons s'agenouillaient et priaient dans la forêt vierge. Son oraison terminée, le prêtre contempla encore un instant la douce image de la Sainte Vierge en manteau bleu. Il la glissa ensuite dans le sachet que lui avait confectionné le jeune Manuel avec la gomme qui suinte en larmes blanches de l'Arbre qui pleure, et qui peut être modelée, séchée, et durcie dans la fumée de la noix d'urucuri, jusqu'à ce qu'aucune goutte d'eau ne puisse plus y pénétrer.

— Pour garder la Sainte Vierge au sec, mon Père, avait dit Manuel, espiègle, en remettant l'étui au prêtre, après un voyage mouvementé à travers les cascades et les rapides du Rio Negro, au cours duquel Pater Anselmus était à plusieurs reprises tombé à l'eau pour ressortir à chaque fois trempé jusqu'aux os, ce dont la petite image avait légèrement souffert.

Avec un soupir de soulagement, le prêtre considéra le paysage au-delà du fleuve. Il connaissait bien ces nuages bas, toujours pareils, étirés et perlés, comme si le fleuve venait se réfléchir dans le ciel. L'autre rive, dans le lointain, n'était plus qu'une ligne vert bleuté séparant des teintes du couchant de leur reflet dans le miroir des eaux. Un vol blanc d'aigrettes s'éleva d'un ilot au milieu du courant, une famille criarde de perroquets passa dans un éclair vert et disparut. Le soleil sortit d'un nuage qu'il ourlait d'argent brillant. Pater Anselmus écoutait le bruissement des moustiques, persistant et familier comme celui d'une cascade lointaine. Puis le soleil s'aplatit et sombra, et l'obscurité, rapidement venue, s'illumina soudain à trois endroits différents, ce spectacle aussi, dans sa grandeur familière faisait partie du soir qui tombait.

Au bord des fleuves que l'on appelle blancs dans la région des Amazones, mais qui sont en réalité d'un gris et jaune boueux, les eaux sont pleines de poissons, les forêts de vie animale, l'air d'oiseaux, de papillons et d'insectes, et les nuits sont aussi bruyantes que si tous les fous du continent américain s'étaient assemblés là en liberté pour hurler, piailler, rire, tambouriner, siffler, gémir et crier tout leur saoûl.

Mais le Rio Negro appartenait à la catégorie des eaux noires, ces eaux transparentes et pauvres, à travers lesquelles on peut apercevoir chaque rocher du fond et chaque grain de sable scintillant, mais rarement un banc de poissons. Pater Anselmus songeait au vieux dicton qui veut que sur l'Orénoque on parle de la plaie des insectes, mais que sur le Rio Negro on parle de famine. Il considérait tristement ses quatre compagnons qui resserraient autour de leur estomac enflé par la faim leur corde de béjuca, et suspendaient leurs hamacs aux arbres, comme s'ils étaient résignés à jeûner une nuit de

plus et peut-être un jour encore. Je suis un mauvais berger, pensait-il amèrement, comme il l'avait fait des centaines de fois, pendant leur malchanceuse expédition.

Trois mois au moins s'étaient écoulés depuis qu'il s'était aventuré dans ces pays sauvages et inexplorés, par-delà le haut Rio Negro, en partie pour des raisons personnelles et aussi pour obéir à l'ordre de son supérieur à Parà. Comme il convient à un missionnaire, il s'était embarqué sur le grand canoë de la mission, pagayé par treize rameurs et rempli d'une bonne quantité de vivres et de présents pour les tribus sauvages qu'il avait espéré conquérir. Or, non seulement les sauvages avaient refusé de décrocher les présents de piques qui gardaient l'entrée de leurs villages et auxquelles il avait attaché des perles de verre, des couteaux et des images saintes pour les assurer, selon la coutume, de ses intentions pacifiques, mais encore ils s'étaient attaqués à lui et à ses Indiens convertis. De ceux-ci, quatre avaient été tués, deux étaient morts de faim et les trois autres avaient disparu, comme disparaissent les Indiens qui ont assez du christianisme; un jour, ils s'en vont, sans excuse ni explication et sans laisser de trace. Tout ce qu'il avait pu ramener à la mission de Sao Gabriel était ce petit groupe de cinq survivants — savoir encore si l'un ou l'autre d'entre eux n'allait pas mourir de faim avant qu'ils fussent de retour. Je suis un mauvais berger, un très mauvais berger, se répétait Pater Anselmus, plein de remords, mais en même temps, il lançait vers le ciel un œil réprobateur, ce ciel où une armée de saints et de martyrs semblait inutilement paresser sous les ordres d'un Seigneur qui n'avait rien fait pour empêcher que cette catastrophe et d'autres semblables ne s'abattent sur la vie de son humble serviteur. Mais, au moment même où Pater Anselmus, sa prière terminée, se préparait à reprocher à Dieu son étrange attitude, un joyeux appel claironna dans l'air, et l'instant d'après, Manuel surgissait dans la dansante clarté des flammes, en brandissant joyeusement un singe qu'il venait de tuer.

« Le Seigneur soit loué », dit le Père. — « Loués soient le Seigneur et Ses Anges », répéta Manuel. Les quatre Indiens se frottaient l'estomac, faisaient claquer leurs lèvres avides et souriaient en attisant le feu. Le singe fut empoigné et dépecé en un tour de main, et ses entrailles jetées à Matisi, le petit chien de Manuel. C'était un miracle qu'ils n'eussent pas encore tué et dévoré Matisi, dans la détresse où ils avaient vécu ces derniers jours. A la vérité, Matisi était lui-même très maigre et les Indiens savaient aussi combien son maître lui était attaché. Ils craignaient ou aimaient trop Manuel pour manger son chien et Pater Anselmus admettait volontiers la seconde de ces raisons. Elle cadrait mieux avec la trame secrète de desseins et de projets élaborés au cours de nombreuses années de pensée solitaire.

La forte odeur de viande grillée lui mettait l'eau à la bouche et son estomac se contractait légèrement. Il regardait en souriant le jeune Omagua.

Manuel tournait avec impatience le singe au-dessus du feu et conversait avec ses compagnons — si toutefois l'échange de grognements et de monosyllabes des Indiens peut être appelé conversation. Manuel faisait plaisir à voir; le jeûne prolongé qu'il venait d'endurer n'avait pu faire bomber la ligne de son ventre. Il était relativement propre et vêtu décemment d'une chemise et d'un pantalon. Il portait aux pieds une carapace de gomme de l'arbre qui pleure pour les protéger contre les coupures et les morsures de serpents.

Dès sa plus tendre enfance, Manuel excella dans l'art de travailler cette matière, mais le plaisir qu'il prenait à ces jeux ne satisfaisait qu'à moitié Pater Anselmus.

En retirant du feu le singe cuit à point, les Indiens poussèrent un cri de victoire. Si affamé que fût le Père, il n'aimait pas manger du singe. Ces guachos avaient une viande noire et filandreuse, un goût sauvage, pour ne pas dire franchement qu'ils puaient. De plus, le fait de tuer un singe, un petit frère pitoyable, muet et sans idees, ressemblait trop à l'assassinat d'un être humain. Un singe atteint par une flèche arrache le projectile; puis, en gémissant doucement, il prend les feuilles des branches les plus proches dont il bourre la plaie; il ne s'enfuit pas, mais se précipite vers son meurtrier comme pour lui demander aide et assistance dans son agonie. Alors, le poison de la flèche opère, dans un soubresaut rapide l'animal s'effondre, raide et paralysé, prêt à être rôti et dévoré. Pater Anselmus, pendant plus de trente années passées dans la forêt vierge, avait mangé autant de viande de singe que n'importe qui, malgré le dégoût qu'elle lui inspirait. Mais cette nuit-là, son estomac rétréci ne pouvait surmonter l'écœurement et il s'éloigna du repas et du rire bruyant de ses compagnons pour se perdre dans la méditation et la prière silencieuse. Lorsque, après une absence de quelques heures, il retourna au campement, il les trouva endormis dans leurs hamacs. Le sien était attaché près de celui de Manuel. Pater Anselmus défit sa cordelière et chercha le sommeil à son tour. Mais il était assailli par trop de pensées pour pouvoir s'endormir, et sa conscience ne cessait de lui répéter en une litanie monotone et torturante qu'il était un mauvais berger, un mauvais berger, un très mauvais berger. Son hamac pendait si près de celui de Manuel qu'il lui aurait suffi d'étendre la main pour l'atteindre; il pouvait sentir la chaleur émanant du corps du jeune Indien et entendre sa respiration régulière. Ce voisinage était devenu pour lui une telle habitude qu'il se demandait s'il supporterait jamais de dormir autrement : le hamac de Manuel, à côté du sien, recouvert d'une moustiquaire pour préserver le dormeur des insectes et des vampires et, à côté de celui de Manuel, le petit hamac où le chien Matisi reposait sous une moustiquaire à sa taille, la respiration de Manuel, celle du chien, plus rapide, formaient une ambiance nocturne intime et familière.

(à suivre.)

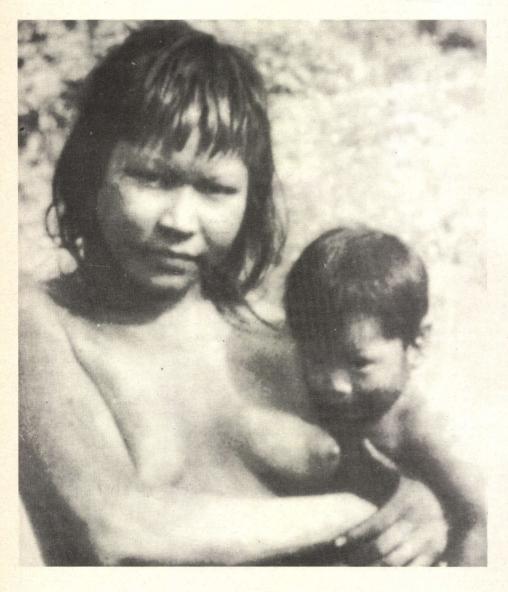




Massacre en Amazonie

Le chant du Silbaco de J. Meunier et A. M. Savarin

COLLECTION "J'AI LU"



Ce n'est pas un livre récent, mais de par son contenu, il méritait de figurer dans une collection populaire

L y a des faits dont l'horreur dépasse ce que chacun est capable d'imaginer. L'extermination régulière, parfois scientifique, des Indiens du Nord de l'Amérique latine, commencée il y a des siècles et qui se poursuit encore aujourd'hui, en est un exemple. Lorsqu'un roman tente de relater de tels faits, le lecteur tourne bien souvent la dernière page, en disant « c'est quand même trop gros », « ce n'est qu'un roman, il y a certainement une part d'exagération ». C'est pourquoi le petit livre de J. Meunier et A.M. Savarin qui n'a pas d'autres prétentions que d'être un reportage parfois au jour le jour, n'en a que plus d'intérêt. Leurs auteurs ne sont ni des gauchistes, ni des révolutionnaires, et les faits qu'ils nous rapportent, le plus souvent sans commentaires, en deviennent plus impressionnants encore. Le livre se décompose en plusieurs parties, très différentes les unes des autres, et très inégales quant à leur intérêt.

Une longue introduction d'abord, composée des feuillets d'un carnet de voyage, nous fait pénétrer dans l'enfer vert de la forêt amazonienne où vivent misérablement les quelques tribus indiennes qui ont survécu aux massacres successifs.

Vient ensuite une première partie intitulée : « Un monde nouveau », dé-

crivant les conditions de vie et de travail des Indiens, puis une deuxième partie, « l'Amazonie du génocide », qui, après quelques rappels historiques, nous livre une impressionnante énumération de chiffres, de situations, de descriptions sur la disparition violente des Indiens de cette région du globe. C'est là la partie la plus intéressante de ce petit livre. Elle nous décrit, au fil des pages, comment des tribus comprenant des milliers d'individus ont aujourd'hui presque entièrement disparu, décimées par les maladies des « civilisés » (répandues souvent volontairement) par les expéditions punitives, véritables chasses à l'homme organisées par tous ceux qui convoitaient les terres, par des transferts de populations entières, condamnées à parcourir des kilomètres de jungle, parce que chassées de leurs terres, par les rapts d'enfants, l'alcoolisme, la dégradation mentale, la destruction des structures sociales, etc.

Bref, à travers ce petit livre, c'est un terrible réquisitoire contre tout ce qu'on a coutume d'appeler la civilisation occidentale et capitaliste qui est dressé. Et les exploits sanglants de cette civilisation, depuis que les premiers conquérants débarquèrent, bannières religieuses en tête, sur les côtes américaines, sont une démonstration éloquente de la barbarie qui assista la naissance du monde capitaliste et qui lui permet encore aujour-d'hui de durer.

Lucienne PLAIN

Histoire du mouvement noir aux Etats-Unis

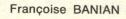
de Robert L. Allen

PETITE COLLECTION MASPERO (2 VOLUMES)

E livre est une méticuleuse analyse du mouvement noir aux U.S.A. II reprend mouvement par mouvement, dirigeant par dirigeant, son évolution, le cheminement des idées à travers les différents groupes et les relations entre ces derniers. Les principales manifestations de la lutte de libération des Noirs américains comme les marches démonstratives ou les émeutes soulignent le passage d'une conception de la lutte à une autre. L'auteur indique aussi les différences entre les tions de la classe moyenne américaine et celles de la population des ghettos. Il relate enfin la façon dont l'idée de Pouvoir noir a pris corps et son trajet d'un groupe à l'autre ainsi que la formation des Panthères Noires.

Tout ceci nous est donné avec un grand luxe de noms, de sigles et de détails et dans une très grande confusion. Il n'en ressort aucune synthèse, aucun tableau de cette société noire américaine permettant d'avoir une vue d'ensemble sur les différentes classes qui la composent, leurs relations entre elles et avec les groupes militants.

Ce livre peut servir très utilement à qui souhaite se livrer à une étude du mouvement noir, mais sa faiblesse est de n'en donner aucune idée générale.





Taking - off

de Milos FORMAN

PRES « Les amours d'une blonde » et « L'as de pique », le cinéaste tchécoslovaque Milos Forman vient de tourner son premier film aux U.S.A. qui est en même temps un film sur les U.S.A.

L'histoire est somme toute assez banale : la fugue (taking-off) d'une jeune fille de 15 ans en révolte contre sa famille. Il y a — d'après Forman — près d'un million de fugues semblables chaque année aux Etats-Unis. Le film nous montre même l'activité d'une certaine A.P.E.D. (Association des Parents d'Enfants Disparus), association fictive, mais qui pourrait aussi bien exister dans le climat actuel.

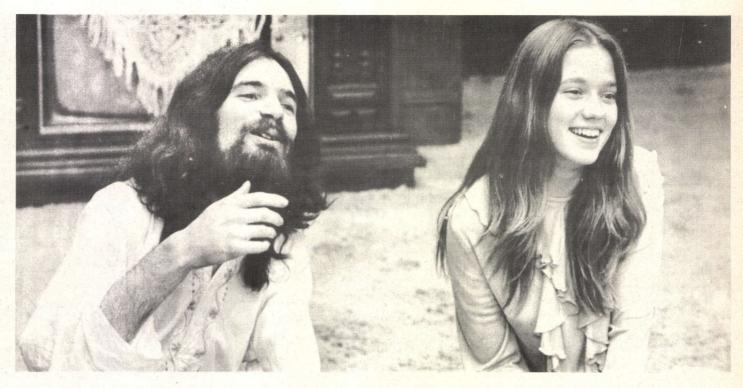
Lorsqu'ils apprennent la disparition de leur fille, papa et maman, de braves petits-bourgeois, sont désemparés. « Je me suis intéressé — déclare Milos Forman — à la génération des parents qui ne se sentent jamais coupables parce qu'ils ont « tout donné » à leurs enfants. »

Le film nous fait découvrir les quadragénaires de la « middle class » américaine, qu'il nous présente comme « vicieux » sous leurs dehors de puritains ,et dont la bonne conscience n'a d'égal que le jésuitisme. Ces messieurs, qui se scandalisent de l'usage de la drogue par leurs enfants, ne s'adonnent que plus facilement à l'ivrognerie et saisiront le premier prétexte pour se « défoncer » eux-mêmes à la marijuana, à la suite de quoi ils termineront leur soirée par une séance de « strip-poker ».

Ils sont ainsi des millions de petits et moyens bourgeois; ils ont créé pour leurs enfants un monde à leur image, standardisé et hypocrite, monotone et ennuyeux à en crever. Ils ont « tout fait » pour leurs enfants... Dans le film, on ne sait pas ce que font les parents de la jeune fille, où ils habitent, combien ils gagnent; c'est à peine si on sait comment ils s'appellent. Ce manque de précisions, manifestement voulu, ne fait que renforcer l'atmosphère de monotonie et de grisaille.

« Taking-off » n'est pas seulement une satire de la « middle class » américaine ; le film met aussi le doigt sur l'ambiguité de la « révolte des jeunes » ou en tout cas sur certains de ses aspects.

C'est ainsi que la jeune fille revient de sa fugue flanquée d'un hippie, qui avoue avoir gagné 290.000 dollars en une année grâce à ses chansons. Il ajoute qu'une bonne partie de cet ar-





gent est allée au gouvernement sous forme d'impôts et a ainsi financé « les injustices révoltantes » contre lesquelles s'élèvent ces mêmes chansons.

Comme dans ses films précédents, Milos Forman a choisi l'arme du rire. Son humour est féroce tout en étant Cette finesse, on la doit en partie à la qualité du jeu des acteurs, mais surtout à l'extraordinaire talent d'observation du cinéaste. Ce sont les traits pris sur le vif, les petits détails les prises de vue astucieuses, les nuances dans le dialogue, qui font la richesse de ce film.

Rien n'est plus banal dans la littérature, le théâtre ou le cinéma que le traditionnel conflit des générations. Milos Forman n'en a que plus de mérite pour avoir fait un film sans prétention, mais remarquable.

Jean-Louis CHAMPENOY.

HORIZONTALEMENT. — I. Ne pourra pas faire les mots croisés. — II. Se prennent en général entre les repas - Ne choque plus. — III. Gagnent leur pain sur la planche. — IV. Coule de source - Roitelet arabe - Oui du Nord. — V. Pronom - N'a pas de tête. — VI. A des ennuis avec ses vaches - Article et ranger - Démonstratif. — VII. Article - Tout petit. — VIII. En remise - Ne sont pas prévoyants. — IX. Sorti - Font recette à l'Opéra. — X. Préposition - Treize à table - Jeu.

VERTICALEMENT. — 1. Grosse cylindrée. — 2. Confuses. — 3. Dieu nordique - Objet d'un commerce fructueux. — 4. A des croissants - Dans une secte. — 5. Attrape-nigaud - Peut faire une pièce. — 6. Fait tourner autour du pot. — 7. Science inutile en politique. — 8. Douleur. — 9. Sous le charme. — 10. Pronom - Poissons - Direction. — 11. Fruits.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	С	E	R	E	M	0	N	1	E	S
	A									
111	R	E	M	E	M	В	R	E	E	S
١٧	В	U	E		В	R	0	S	S	E
V	0	T	T		R	A	N	C		N
VI	N	E		R	E	G		0	N	T
	A									
VIII	R		1		E	S	0	P	E	
IX	0	R	G	E	S		L	T	E	M
X		S	E		T	U	E	E	S	

1)

POLYMÉCANIQUE (Pantin)

36 jours de grève avec occupation

LA DIRECTION PAIERA LA PRIME DE BILAN QU'ELLE VOULAIT SUPPRIMER

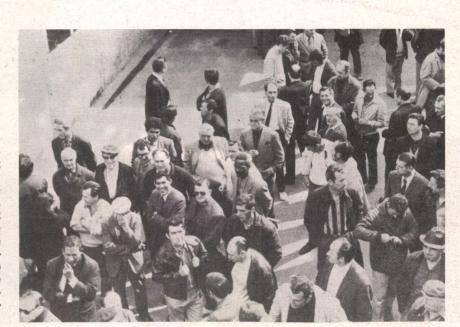
'EST au 36' jour de grève que la reprise a été décidée à la suite d'un vote qui a donné 445 pour et 156 contre dans le collège ouvrier et 179 pour et 12 contre dans le 2° collège

L'essentiel de ce qui a été acquis le fut au cours de la dernière semaine, voire même les deux dernièrs jours. Au retour du week-end de Pentecôte la C.G.T. parlait déjà de consultation sur la base des propositions de la semaine dernière. Quand elle prononça ce mot en assemblée générale mardi, les ouvriers scandèrent « non, non, pas de vote ». Ils estimaient comme les représentants F.O. et C.F.D.T. que les propositions étaient insuffisantes. Un nombre important de syndiqués C.G.T. eux-mêmes se démarquaient de la position de leurs

dirigeants et critiquaient leur attitude. D'autres se taisaient mais étaient visiblement mal à l'aise.

C'est sûrement ce qui détermina la volte-face momentanée que fit la C.G.T. Le soir-même, l'Union départementale de ce syndicat invitait les U.D. C.F.D.T. et F.O. à se réunir pour organiser la solidarité à notre grève sur le plan du département. On était au 33° jour. Il était temps.

Le lendemain matin à la surprise des ouvriers le représentant C.G.T. fit un discours enflammé déclarant cette fois que la grève était solide et que la solidarité départementale allait permettre de récolter beaucoup d'argent. Des syndiqués C.G.T. retrouvèrent alors le sourire mais beaucoup d'ouvriers commentèrent la chose sur un ton guoguenard.



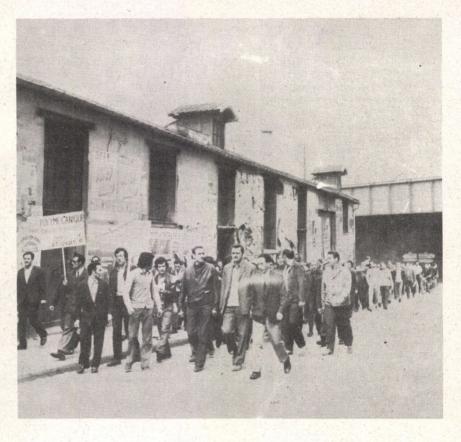
Le P.D.G. démissionne

Le lendemain, des membres du Comité d'entreprise de Polymécanique furent invités à titre d'observateurs à la réunion du Comité d'entreprise de Motobécane (trust dont Polymécanique fait partie). La veille, le syndicat C.G.T. avait réussi à faire rentrer au travail les ouvriers de l'usine de vélos de Saint-Quentin. A Rouvroy, dans la ban-lieue de Saint-Quentin également, au montage des mobylettes, la moitié des ouvriers avait refusé de reprendre le travail mais tous les cadres et employés travaillaient pratiquement depuis le début. A la Mécanique (toujours à Saint-Quentin), il ne restait que 80 grévistes sur 300 ouvriers. La solidarité financière avait été absolument déficiente pour ces usines et les syndicats avaient laissé les « jaunes » travailler. La discussion avec la Direction se déroulait donc dans des conditions plutôt mauvaises.

Celle-ci en profita par conséquent pour tenter un règlement séparé et immédiat pour Saint-Quentin. Au cours de cette réunion, le P.D.G. Noblet, qui est le même pour Polymécanique que pour Motobécane, annonça qu'il ferait des propositions similaires à la Poly et

qu'en cas de refus il donnerait sa démission de la Poly, ce qui pourrait aboutir à ce que Motobécane cherche alors d'autres sous-traitants... et que Polymécanique verrait une partie du travail actuel lui échapper. Le chantage, en fait, était surtout destiné à faire admettre à ceux de Saint-Quentin une reprise immédiate sur des bases inférieures à celles que la Direction s'apprêtait à donner aux travailleurs de la Poly et de pouvoir ensuite se présenter à la Poly avec l'argument que Saint-Quentin avait repris.

C'est ce qui se passa. Noblet, le lendemain, renouvela des propositions identiques à celles de la semaine précédente. Les délégués les repoussèrent. Il donna alors sa démission. Ce qui fit la joie de la plupart des ouvriers — dont évidemment les militants Lutte Ouvrière — alors que les délégués de la C.G.T. se montraient ouvertement inquiets. Nous avions interprété cela comme un changement de bonhomme préparant un changement de politique, c'est-à-dire un recul du patron. Les propositions que la Direction fit l'après-midi même le confirmèrent.



Les conditions de la reprise



La discussion dura une journée supplémentaire pour aboutir aux bases de la reprise suivantes : prime uniforme de 260 F pour tous et augmentation de 3 % avec un minimum de 30 centimes : garantie que par des augmentations trimestrielles, l'année prochaine, il sera payé au moins l'équivalent de la prime de l'année passée. Sur la revendication initiale, satisfaction était donc donnée. De plus, le système de rattrapage des salaires sur l'augmentation du coût de la vie (baptisé « prime de vie chère ») est modifié : les augmentations trimestrielles à venir seront uniformes et non en pourcentage.

Ce qui, par contre, est notoirement insuffisant, c'est le paiement des heures de grève. Une prime de reprise de 200 F, trois jours fériés, le paiement de la première journée de grève ainsi que le maintien intégral de la prime de vie chère, élèvent l'indemnité à 440 F environ, ce qui, pour plus de cinq semaines, est plutôt maigre.

C'est pourquoi la section F.O. — animée par des militants de Lutte Ouvrière — de même que la C.F. D.T. se prononcèrent contre l'organisation d'un vote, la Direction pouvant encore reculer sur ce terrain. La C.G.T. et la Direction organisèrent quand même le vote, à bulletin secret, y compris avec les nongrévistes, et appelèrent à la reprise. Et ce sont eux qui l'emportèrent en dépit de l'appel à voter contre de la C.F.D.T. et de F.O.

Malgré tout, la plupart des travailleurs ont le sentiment d'avoir gagné, et les quelques 200 F que la plupart ont touché au titre de la solidarité, ainsi que l'avance de 250 F remboursable en cinq mois que fait la Direction, aideront à ce que les conséquences de la grève ne soient pas trop dures. Par contre le patron n'oubliera sans doute pas de si tôt ce qu'il peut lui en coûter de vouloir toucher aux avantages des travailleurs.

Correspondant L.O.